

INSTITUT
DE LA STATISTIQUE
DU QUÉBEC

www.stat.gouv.qc.ca

TRAVAIL ET RÉMUNÉRATION

État du marché du travail au Québec

Bilan de l'année 2013



Pour tout renseignement concernant l'ISQ
et les données statistiques dont il dispose,
s'adresser à :

Institut de la statistique du Québec
200, chemin Sainte-Foy
Québec (Québec)
G1R 5T4
Téléphone : 418 691-2401

ou

Téléphone : 1 800 463-4090
(sans frais d'appel au Canada et aux États-Unis)

Site Web : www.stat.gouv.qc.ca

Dépôt légal
Bibliothèque et Archives Canada
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
1^{er} trimestre 2014
ISBN 978-2-550-70153-8 (version imprimée)
ISBN 978-2-550-70154-5 (PDF)

© Gouvernement du Québec, Institut de la statistique du Québec, 2008

Toute reproduction autre qu'à des fins de consultation personnelle
est interdite sans l'autorisation du gouvernement du Québec.
www.stat.gouv.qc.ca/droits_auteur.htm

Mars 2014

Avant-propos

L'*État du marché du travail au Québec* est une publication annuelle de l'Institut de la statistique du Québec. Le présent document fait le point sur la situation du marché du travail au Québec pour l'année qui vient de prendre fin, soit 2013. Cette situation est mise en perspective avec les tendances observées au cours des 10 dernières années.

L'objectif de cette publication est de répondre aux besoins des personnes qui veulent disposer d'un portrait actuel de l'état du marché du travail et de son évolution récente. Les travailleuses et les travailleurs, les entreprises, les organisations syndicales, les associations professionnelles, les milieux gouvernementaux ainsi que ceux de la recherche y trouveront une analyse statistique pertinente et concise du marché du travail au Québec. L'*État du marché du travail au Québec. Bilan de l'année 2013* est complémentaire à la prochaine édition de la publication *Les chiffres clés de l'emploi au Québec* réalisée par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

Le présent bilan fait ressortir une création de l'emploi plus forte en 2013 qu'en 2012 (+ 1,2 % c. + 0,8 %). Grâce à cette performance du marché du travail, le taux de chômage du Québec diminue de 0,2 point, pour atteindre 7,6 %. Les soins de santé et l'assistance sociale, la construction ainsi que l'hébergement et les services de restauration sont le fer de lance de la création d'emplois au Québec en 2013. En revanche, la fabrication et les services d'enseignement présentent des baisses importantes qui viennent ralentir cet élan.

L'Institut de la statistique du Québec tient à remercier tous ceux qui ont contribué aux diverses étapes de cette publication, notamment les personnes-ressources de Statistique Canada, les participants de l'*Enquête sur la population active* ainsi que les membres de son personnel. L'Institut remercie également le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, plus particulièrement Emploi-Québec, pour sa collaboration et ses précieux commentaires.

Le directeur général,



Stéphane Mercier

Produire une information statistique pertinente, fiable et objective, comparable, actuelle, intelligible et accessible, c'est là l'engagement « qualité » de l'Institut de la statistique du Québec.

Remerciements

Cette brochure a été réalisée par : Jean-Marc Kilolo-Malambwe et
Julie Rabemananjara

Direction des statistiques
du travail et de la rémunération : Patrice Gauthier, directeur

Avec la collaboration de : Maude Boulet, Luc Cloutier-Villeneuve,
Nicole Descroisselles et Gabrielle Tardif

*L'Institut tient également à remercier Sandra Gagnon d'Emploi-Québec
pour les précieux commentaires.*

Pour tout renseignement
concernant le contenu de
cette brochure, s'adresser à :

Direction des statistiques du travail
et de la rémunération
Institut de la statistique du Québec
1200, avenue McGill College, bureau 400
Montréal (Québec) H3B 4J8

Téléphone : 514 876-4384

Télécopieur : 514 876-1767

Site Web : www.stat.gouv.qc.ca

Avertissements

À moins d'une mention particulière, les mots employé, chômeur, etc.,
font indifféremment référence au masculin et au féminin.

Signes conventionnels

Ce rapport utilise le symbole suivant :

... N'ayant pas lieu de figurer

Table des matières

Les principaux indicateurs	9
La création d'emplois en 2013.....	9
La création d'emplois selon les secteurs.....	11
La création d'emplois selon les industries.....	12
La création d'emplois selon diverses caractéristiques.....	15
La population active et le taux de chômage.....	22
Le taux d'activité et le taux d'emploi.....	24
L'emploi selon la qualification	26
Les immigrants sur le marché du travail.....	28
La rémunération et les heures de travail	31
La situation dans les régions administratives	33
La création d'emplois.....	33
Le taux de chômage et le taux d'emploi.....	35
La situation au Canada.....	37
Le Québec comparé avec l'ensemble du Canada.....	37
La situation dans les autres provinces	41
Les perspectives pour 2014	43
Une approche différente	44
Organigramme de la population active au Québec en 2013	46

Liste des tableaux et figures

Liste des tableaux

Tableau 1	
Emploi par industrie au Québec, 2013	14
Tableau 2	
Emploi selon le sexe, le groupe d'âge et le régime de travail, Québec, 2013	20
Tableau 3	
Emploi selon différentes caractéristiques, Québec, 2013	21
Tableau 4	
Les immigrants sur le marché du travail, Québec, 2013	29
Tableau 5	
Emploi et taux de chômage au Canada et dans les provinces, 2013	39
Encadré	
Portrait du marché du travail au Québec en 2013, variation décembre à décembre, données désaisonnalisées.....	45

Liste des figures

Figure 1	
L'emploi progresse en 2013.....	10
Figure 2	
Avec une hausse de 45 600 emplois, le secteur des services est à l'origine de la quasi-totalité des nouveaux emplois en 2013.....	11
Figure 3	
À l'exception de 2012, l'emploi dans les hôpitaux croît continuellement depuis 2007	12
Figure 4	
Le poids des 55 ans et plus dans l'emploi est passé de 10,5 % en 1976 à 18,3 % en 2013, et dépasse celui des 15-24 ans depuis 2009	16
Figure 5	
Malgré la hausse de la population active, le taux de chômage recule au Québec	23
Figure 6	
Le taux de chômage fléchit en 2013 sauf chez les 55 ans et plus	23

Figure 7	
Le taux d'activité est en hausse chez les femmes mais se replie chez les hommes	25
Figure 8	
Le taux d'emploi des 55 ans et plus atteint un nouveau sommet en 2013	25
Figure 9 et 10	
L'emploi hautement qualifié tend à augmenter surtout chez les femmes.....	27
Figure 11	
La part de l'emploi hautement qualifié progresse au Québec, au Canada et en Ontario.....	27
Figure 12	
Les immigrants récents (plus de 5 ans, moins de 10 ans) ont connu la plus forte baisse du taux de chômage depuis 2006.....	30
Figure 13	
L'écart de la rémunération horaire entre les hommes et les femmes est le plus élevé des 10 dernières années.....	32
Figure 14	
La région de Montréal se classe au premier rang pour la création d'emplois en 2013	34
Figure 15	
Neuf régions présentent un taux de chômage inférieur à celui de l'ensemble du Québec en 2013	35
Figure 16	
La région de Laval affiche le taux d'emploi le plus élevé en 2013	36
Figure 17	
L'emploi au Québec croît presque au même rythme qu'au Canada en 2013	37

L'État du marché du travail au Québec

Bilan de l'année 2013

L'*État du marché du travail au Québec* est une brochure annuelle produite par l'Institut de la statistique du Québec depuis 2007. Son objectif est de présenter un bilan de la situation du marché du travail au Québec pour l'année qui vient de se terminer, en l'occurrence 2013, et de son évolution par rapport à 2012. Ce bilan est également mis en perspective avec les tendances observées au cours des dernières années. Une nouvelle section qui porte sur la qualification des emplois est présentée cette année.

Ce document comporte plusieurs sections. Les principaux indicateurs tels que l'emploi, la population active et le chômage ainsi que les taux de chômage, d'activité et d'emploi seront d'abord présentés. La création d'emplois fera aussi l'objet d'une analyse en fonction de diverses caractéristiques : Quels secteurs ont généré des emplois et lesquels ont subi des pertes? Les nouveaux emplois sont-ils à temps plein ou à temps partiel? La création nette d'emplois profite-t-elle aux hommes, aux femmes, aux 15-24 ans, aux 25-54 ans ou aux 55 ans et plus? Qu'en est-il de la qualification des emplois? Par la suite, l'évolution des conditions de travail que sont la rémunération horaire et les heures hebdomadaires habituelles de travail sera abordée de façon succincte. Puis, sera fourni un bref portrait du marché du travail dans les régions administratives. Enfin, la situation du marché du travail au Québec sera comparée avec celle de l'ensemble du Canada, tandis qu'un survol de la situation dans les autres provinces sera fait.

Les données présentées dans ce document proviennent essentiellement de l'*Enquête sur la population active* (EPA)¹ de Statistique Canada. Dans la présente analyse, les données annuelles de l'emploi et des autres indicateurs du marché du travail sont des moyennes des 12 mois de l'année et les variations annuelles établissent la comparaison avec les moyennes des 12 mois de l'année précédente. Des résultats selon une approche différente sont présentés dans un encart à la fin de cette publication; ils portent sur la variation des données désaisonnalisées du mois de décembre 2013 par rapport à celles du mois de décembre de l'année précédente, soit 2012 dans le cas présent.

1. L'*Enquête sur la population active* est une enquête mensuelle réalisée auprès des ménages. Les estimations tirées de cette enquête sont fondées sur un échantillon et ainsi sujettes à une certaine variabilité, d'autant plus importante lorsqu'elles sont ventilées selon le sexe, l'âge, les régions, les industries, etc. Aucune mesure de précision n'est associée aux données; aucun test de différence statistique n'a été effectué sur les écarts présentés.

Les principaux indicateurs

La création d'emplois en 2013

Le rythme de la croissance de l'emploi ralentit

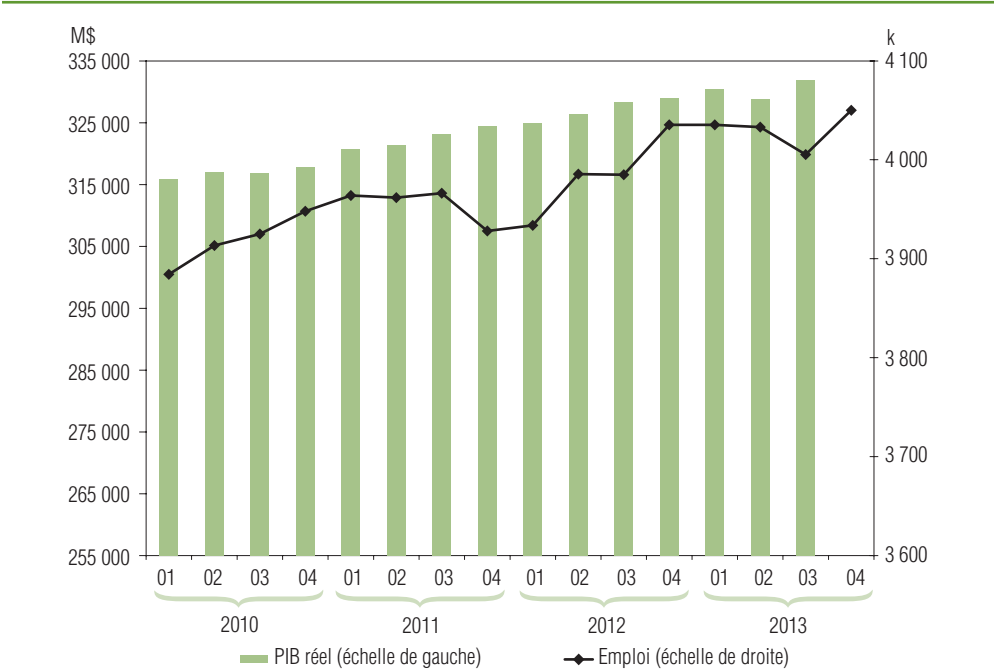
En 2013, l'emploi au Québec poursuit sa progression avec une hausse de 1,2% comparativement à 0,8% en 2012. Ainsi, le nombre d'emplois total atteint un sommet de 4 032 200 depuis le début de la série chronologique en 1976 (+ 47 800 emplois). Depuis la récession de 2009, 183 800 emplois se sont ajoutés dans l'économie québécoise, soit 20% des emplois créés au Canada durant cette période.

Si on exclut la stabilité enregistrée au troisième trimestre de 2010, la figure 1 montre que le produit intérieur brut aux prix du marché a progressé entre le premier trimestre 2010 et le quatrième trimestre 2012; il s'agit d'une croissance en termes réels variant entre 0,1% et 0,9%. En 2013, le PIB poursuit sa croissance au premier trimestre (+0,5%), subit une baisse de 0,5% au deuxième, puis montre une hausse de 0,9% au troisième. Sur une base cumulative de trois trimestres, le PIB du Québec croît de 1,2% en regard des trimestres correspondants de 2012. En ce qui concerne l'emploi, son évolution a été irrégulière en 2013. Il demeure stable au premier et au deuxième trimestre 2013 mais un recul est noté au troisième trimestre (-0,7%). La situation s'améliore au quatrième trimestre, alors qu'un gain de 44 700 emplois est constaté (+1,1%). Ainsi, l'année 2013 se solde par un bilan positif au chapitre de l'emploi.

Les variations de certaines composantes du PIB ont eu un impact sur l'évolution de ce dernier². Au premier trimestre, la hausse du PIB provient surtout des dépenses des ménages et des exportations vers les autres provinces, alors que l'évolution de l'investissement en capital fixe vient mettre un frein à la progression du PIB. Au deuxième trimestre, la baisse du PIB découle essentiellement de la demande intérieure finale, alors que la hausse des exportations vient atténuer l'effet négatif de la chute des investissements sur l'évolution du PIB. Au troisième trimestre, la croissance résulte surtout de la demande intérieure finale, ce qui contrebalance le recul enregistré au deuxième trimestre, et en partie de l'accroissement des stocks, alors que la détérioration du solde du commerce extérieur ralentit la croissance globale.

2. Source: Institut de la statistique du Québec, Comptes économiques du Québec, 1^{er}, 2^e et 3^e trimestre 2013.

Figure 1
L'emploi progresse en 2013¹



1. Moyennes trimestrielles calculées à partir des données mensuelles désaisonnalisées.
Sources : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, 2013, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.
Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques.

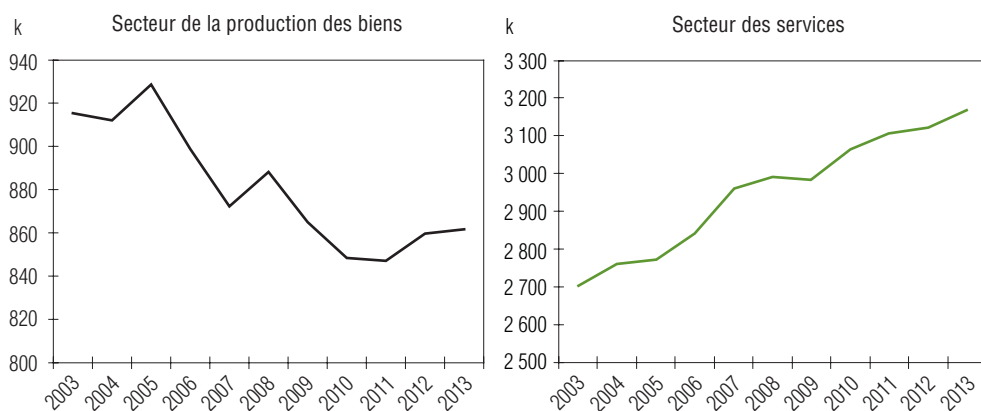
La création d'emplois selon les secteurs

*L'emploi croît
cinq fois plus vite
dans le secteur
des services
que dans celui
des biens*

La quasi-totalité de la croissance de l'emploi en 2013 s'observe dans le secteur des services (+ 45 600); le secteur des biens enregistre une hausse plutôt modeste (+ 2 200). De ce fait, le taux de croissance de l'emploi dans le secteur des services (+ 1,5 %) a été cinq fois plus élevé que celui qu'a connu le secteur des biens (+ 0,3 %). Entre 2003 et 2013, malgré les sursauts notés en 2005, 2008 (+ 1,8 % pour chaque année) et 2012 (+ 1,5 %), le secteur des biens affiche une tendance à la baisse et enregistre une perte de 53 700 emplois (−5,9 %) au cours de la période (figure 2). À l'opposé, le secteur des services a créé 465 900 emplois (+ 17,2 %); il présente une croissance continue pendant la période, sauf en 2009, année marquée par une récession (−0,3 %).

Figure 2

Avec une hausse de 45 600 emplois, le secteur des services est à l'origine de la quasi-totalité des nouveaux emplois en 2013



Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, 2013, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

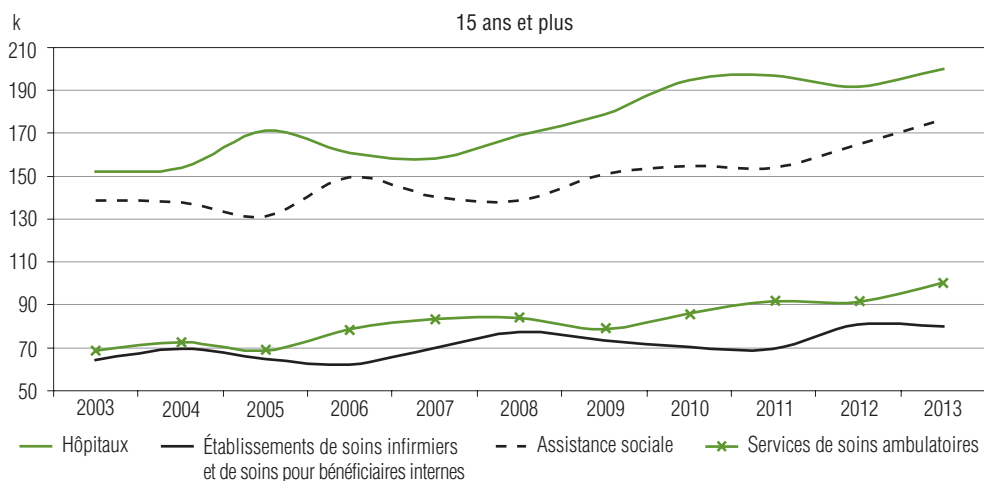
La création d'emplois selon les industries

En 2013, la croissance de l'emploi a été particulièrement vigoureuse dans les soins de santé et l'assistance sociale, dans la construction ainsi que dans l'hébergement et les services de restauration

En 2013, la création d'emplois s'observe dans sept industries, tandis que cinq autres subissent une contraction. Par ailleurs, l'emploi reste relativement stable dans trois industries (variations de moins de 4 000) (tableau 1).

Affichant une augmentation de 27 800 (+5,3 %), les soins de santé et l'assistance sociale ont été le fer de lance de la hausse de l'emploi au Québec en 2013. En fait, cette industrie a créé à peu près les trois cinquièmes des nouveaux emplois. Au sein de cette industrie, on note une hausse de 11 700 emplois dans les services d'assistance sociale, de 9 100 dans les services de soins ambulatoires ainsi que de 8 100 dans les hôpitaux. Rappelons que cette industrie est non seulement la deuxième à employer le plus de travailleurs au Québec (14 % des personnes en emploi s'y retrouvent), mais aussi la seule à avoir une croissance continue de l'emploi depuis la fin des années 1990. L'évolution démographique, en l'occurrence le vieillissement de la population, n'est pas étrangère à cette réalité.

Figure 3
À l'exception de 2012, l'emploi dans les hôpitaux croît continuellement depuis 2007



Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, 2013, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

La construction enregistre une croissance de 13 500 emplois (+5,5 %), soit la deuxième en importance parmi les industries. Depuis la dernière récession (2009), cette industrie et les soins de santé et l'assistance sociale sont les seules à connaître une hausse continue de l'emploi.

L'hébergement et les services de restauration comptent 12 100 nouveaux emplois (+5,1 %), ce qui représente le quart des emplois créés au Québec en 2013, alors que le poids de cette industrie dans l'emploi total est de 6,0 %.

Outre ces trois industries, quatre autres font des gains notables (plus de 4 000); il s'agit du commerce (+7 400; +1,2 %), des services professionnels, scientifiques et techniques (+6 700; +2,3 %), de la finance, des assurances, de l'immobilier et de la location (+6 400; +2,9 %) et des services publics.³

Parmi les industries qui sont en décroissance, c'est la fabrication qui essuie la plus grosse perte avec 12 300 emplois en moins (-2,5 %). L'emploi se contracte également au sein des services d'enseignement (-11 600; -3,9 %), des administrations publiques (-7 800; -3,4 %), de l'industrie primaire (-6 100; -6,6 %) ainsi que dans les autres services (-4 600; -2,6 %).

Enfin, le transport et l'entreposage, les services aux entreprises, les services relatifs aux bâtiments et les autres services de soutien de même que l'information, la culture et les loisirs affichent une relative stabilité (variations inférieures à 4 000 emplois).

Au cours de la période 2003-2013, la fabrication et l'industrie primaire subissent des pertes d'emplois, contrairement aux autres industries

Entre 2003 et 2013, la fabrication perd environ le cinquième de ses emplois (-139 200). Des pertes d'emplois plus modestes (-8 100) sont également notées dans l'industrie primaire. Les gains significatifs dans la construction (+92 300) viennent toutefois atténuer le recul de l'emploi dans le secteur des biens. Dans le secteur des services, les soins de santé et l'assistance sociale (+133 000; +31,4 %) sont en tête en ce qui a trait à la création d'emplois; ils sont talonnés par les services professionnels, scientifiques et techniques (+93 600; +44,6 %).

Dans six industries, la hausse de l'emploi varie de 30 600 (information, culture et loisirs) à 39 700 (commerce), alors que trois autres affichent une croissance inférieure à 16 000 emplois: les administrations publiques (+15 600), le transport et l'entreposage (+6 400) ainsi que les autres services (+4 100).

3. On note une hausse de 7 000 emplois dans les services publics (+28,6 %). Les estimations reliées à cette industrie sont toutefois à interpréter avec prudence.

Entre 2003 et 2013, les soins de santé et l'assistance sociale consolident leur poids dans l'emploi, puisque ce dernier passe de 11,7 % à 13,8 %. Cette industrie est suivie à ce chapitre par la construction (+ 1,8 point; 6,4 %) et les services professionnels, scientifiques et techniques (+ 1,7 point; 7,5 %). À l'opposé, la fabrication perd de son importance dans l'emploi au Québec (de 17,3 % à 12,1 %). Quant aux autres industries, leur poids dans l'emploi varie peu (variations inférieures à 1 point).

Tableau 1
Emploi par industrie au Québec, 2013

	Niveau	Variation			
	2013	2012-2013		2003-2013	
	k	k	%	k	%
Total (les deux secteurs)	4 032,2	47,8	1,2	412,3	11,4
Secteur des biens	861,8	2,2	0,3	-53,7	-5,9
Industrie primaire	85,9	-6,1	-6,6	-8,1	-8,6
Services publics	31,5	7,0	28,6	1,3	4,3
Construction	257,8	13,5	5,5	92,3	55,8
Fabrication	486,6	-12,3	-2,5	-139,2	-22,2
Secteur des services	3 170,4	45,6	1,5	465,9	17,2
Commerce	637,1	7,4	1,2	39,7	6,6
Transport et entreposage	177,3	3,6	2,1	6,4	3,7
Finance, assurances, immobilier et location	227,1	6,4	2,9	35,7	18,7
Services professionnels, scientifiques et techniques	303,6	6,7	2,3	93,6	44,6
Services aux entreprises, services relatifs aux bâtiments et autres services de soutien	150,8	3,7	2,5	35,0	30,2
Services d'enseignement	284,4	-11,6	-3,9	37,1	15,0
Soins de santé et assistance sociale	557,0	27,8	5,3	133,0	31,4
Information, culture et loisirs	187,7	2,1	1,1	30,6	19,5
Hébergement et services de restauration	249,4	12,1	5,1	35,2	16,4
Autres services	171,4	-4,6	-2,6	4,1	2,5
Administrations publiques	224,7	-7,8	-3,4	15,6	7,5

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, 2013, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

La création d'emplois selon diverses caractéristiques⁴

La majorité des nouveaux emplois féminins se retrouvent dans les soins de santé et l'assistance sociale, alors que les hommes font leur plus gros gain dans la construction

En 2013, la hausse de l'emploi est un peu plus élevée chez les hommes (+ 27 000; + 1,3 %) que chez les femmes (+ 20 800; + 1,1 %). Le poids des femmes dans l'emploi total au Québec est stable à 47,7 % depuis 2011. Durant la période 2003-2013, la croissance de l'emploi chez les femmes (+ 238 100; + 14,1 %) est supérieure à celle des hommes (+ 174 200; + 9,0 %).

En 2013, les hommes bénéficient d'une hausse de 10 000 emplois dans le secteur des biens, alors que les femmes en perdent 7 900. Dans le secteur des services, par contre, tant les hommes que les femmes font des gains d'emplois, mais ces dernières en font plus que les hommes (+ 28 600 c. + 17 000).

Dans le secteur des biens, la hausse de l'emploi masculin s'observe dans la construction (+ 14 900) ainsi que dans les services publics (+ 5 400). Au sein du secteur des services, les hommes profitent de 12 100 nouveaux emplois dans l'hébergement et les services de restauration, de 8 300 dans les soins de santé et l'assistance sociale et de 8 000 dans les autres services. En outre, on note un gain de 7 300 emplois masculins dans le commerce de détail et une perte de 11 700 dans le commerce de gros, ce qui explique le recul de 4 400 emplois masculins dans le commerce. Quant aux femmes, elles enregistrent une forte croissance de l'emploi (supérieure à 7 000) dans les industries suivantes : les soins de santé et l'assistance sociale (+ 19 400), le commerce (+ 11 900), en particulier le commerce de détail (+ 14 000), ainsi que les services aux entreprises, les services relatifs aux bâtiments et les autres services de soutien (+ 8 200). De ce qui précède, il ressort que chaque groupe a réalisé son gain d'emplois le plus important dans l'industrie où sa présence était déjà forte. Ainsi, les hommes renforcent leur présence dans la construction (90,2 %) en 2013, alors que les femmes voient leur part reculer un peu dans les soins de santé et l'assistance sociale (-0,7 point; 81,6 %).

4. Voir les tableaux 2 et 3.

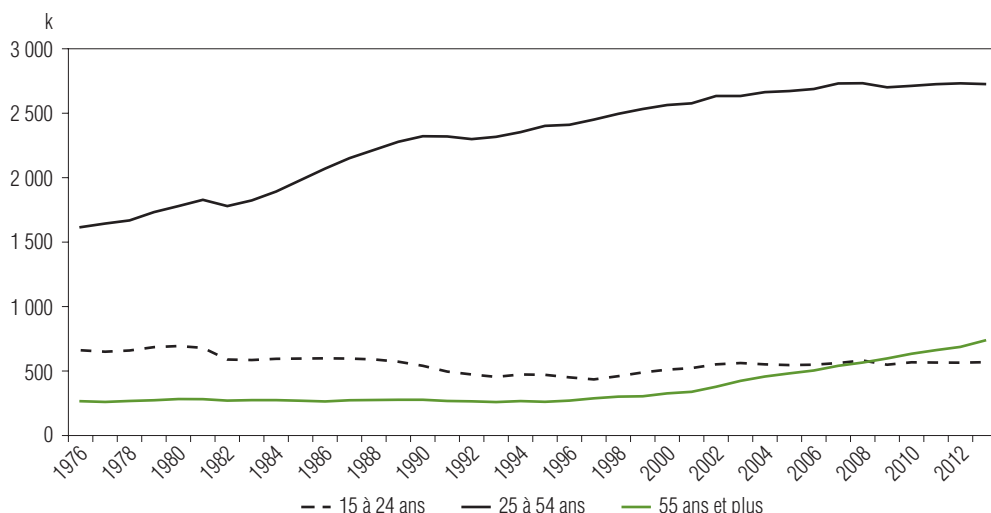
Le poids des 55 ans et plus dans l'emploi continue de croître en 2013

L'emploi est en hausse chez les jeunes de 15-24 ans (+ 3 700) en 2013; leur part dans l'emploi total recule légèrement (-0,1 point) et s'établit à 14,1 %. En revanche, les 25-54 ans, qui constituent la base de la main-d'œuvre (67,6 % de l'emploi en 2013), perdent 5 300 emplois (-0,2%); ce repli ne concerne que les hommes (-7 400; -0,5 %). Forts d'une augmentation de 49 300 emplois (+ 7,2 %), les 55 ans et plus réalisent les gains les plus importants. Contrairement à l'année précédente, le taux de croissance observé chez les hommes de 55 ans et plus (+ 8,6 %) est supérieur à celui des femmes du même groupe d'âge (+ 5,5 %).

Durant la dernière décennie, les travailleurs âgés de 55 ans et plus ont accru leur présence sur le marché de l'emploi : leur nombre croît de 313 000 (+ 73,8 %) entre 2003 et 2013. Cette hausse est sans commune mesure avec celles notées chez les 15-24 ans (+ 6 500) et les 25-54 ans (+ 92 700). Notons aussi qu'en 1976 (début de la série chronologique), les 55 ans et plus étaient deux fois et demie moins nombreux que les jeunes de 15-24 ans; 33 ans plus tard (en 2009), les 55 ans et plus sont plus nombreux en emploi que les jeunes. Depuis lors, l'écart se creuse en leur faveur. Ces observations illustrent à suffisance le vieillissement de la main-d'œuvre.

Figure 4

Le poids des 55 ans et plus dans l'emploi est passé de 10,5 % en 1976 à 18,3 % en 2013, et dépasse celui des 15-24 ans depuis 2009



Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, 2013, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

L'analyse de l'évolution de l'emploi entre 2003 et 2013 selon l'âge et le sexe montre que les jeunes femmes de 15-24 ans bénéficient de la croissance (+ 10 700), alors que les jeunes hommes accusent des pertes (-4 200). Chez les 25-54 ans, les femmes obtiennent près de quatre nouveaux emplois sur cinq. Quant aux 55 ans et plus, la hausse profite tant aux hommes (50,4 %) qu'aux femmes (49,6 %). Par ailleurs, la perte d'emplois à temps partiel touche les hommes (-6 600), les 25-54 ans (-8 100) et, dans une moindre mesure, les 15-24 ans (-3 900). De leur côté, les 55 ans et plus font un gain de 6 000 emplois à temps partiel.

*La part de
l'emploi à temps
partiel a plus que
doublé entre 1976
et 2013, passant
de 9,0 % à 19,2 %*

En 2013, un peu plus de la moitié des emplois créés sont à temps plein (+ 27 500). Toutefois, le taux de croissance de l'emploi à temps partiel (+ 2,7 %) est plus élevé que celui des emplois à temps plein (+ 0,9 %); la part des emplois à temps partiel dans l'emploi total croît de 0,3 point, à 19,2 %. Trois nouveaux emplois à temps plein sur cinq profitent aux hommes (+ 16 300). La répartition selon l'âge montre que ce sont les 55 ans et plus qui bénéficient de tous les nouveaux emplois à temps plein (+ 43 600),

alors qu'un recul de ce type d'emplois est noté tant chez les 15-24 ans (-3 900) que chez les 25-54 ans (-12 100).

La croissance de l'emploi à temps partiel se partage entre les hommes (+ 10 800) et les femmes (+ 9 600). La répartition des gains d'emplois à temps partiel selon les groupes d'âge montre des hausses de 7 700 chez les 15-24 ans, de 6 900 chez les 25-54 ans et, enfin, de 5 800 chez les 55 ans et plus.

Au cours de la décennie 2003-2013, l'emploi à temps partiel (+ 15,4 %) croît à un rythme supérieur à celui de l'emploi à temps plein (+ 10,5 %); cependant, le nombre d'emplois créés pour ce dernier type d'emploi est plus élevé (+ 309 100 c. 103 200). Durant cette période, la part de l'emploi à temps partiel dans l'emploi total augmente de 0,7 point; par rapport à 1976 (début de la série chronologique), elle a plus que doublé, passant de 9,0 % à 19,2 %.

Entre 2003 et 2013, les titulaires d'un diplôme d'études postsecondaires enregistrent la plus forte hausse de l'emploi, en devançant les diplômés universitaires

Les personnes détenant un diplôme d'études secondaires font le plus gros gain d'emplois (+ 34 200) en 2013. Elles sont suivies des titulaires d'un diplôme ou d'un certificat d'études postsecondaires (+ 32 600)⁵. Par contre, une baisse de l'emploi est observée chez les personnes sans diplôme d'études secondaires (– 4 200) ainsi que chez les diplômés universitaires (– 3 700). Au cours de la décennie 2003-2013, les titulaires d'un diplôme ou d'un certificat d'études postsecondaires (+ 297 600) affichent la plus forte croissance, en devançant les diplômés universitaires (+ 288 400). La hausse observée chez les titulaires d'un diplôme d'études secondaires est plutôt modeste (+ 34 300). À l'opposé, le nombre d'emplois occupés par les personnes sans diplôme d'études secondaires recule (– 147 900), tout comme la frange de la population active sans diplôme d'études secondaires (– 175 500); ce repli de l'emploi est en lien avec la hausse du niveau de scolarité de la population active au Québec.

En 2013, c'est le secteur privé qui est à l'origine de la croissance de l'emploi salarié

La croissance de l'emploi en 2013 est attribuable aux salariés (+ 53 600; + 1,6 %). En effet, il y a moins de travailleurs autonomes qu'en 2012 (– 5 800; – 1,1 %). Ce repli s'explique par la baisse du nombre d'hommes (– 6 400) qui travaillent à leur compte, alors qu'une relative stabilité est notée du côté des femmes. En ce qui concerne l'emploi salarié, la hausse est presque uniquement observée dans le secteur privé (+ 52 000; + 2,0 %). Plus des trois cinquièmes des nouveaux emplois salariés sont occupés par des hommes (+ 33 400). En fait, l'emploi masculin croît dans le secteur public (+ 8 900), mais surtout dans le secteur privé (+ 24 500). Dans ce dernier secteur, les femmes occupent 27 500 nouveaux emplois mais perdent 7 300 emplois dans le secteur public.

La création nette d'emplois en 2013 provient des établissements de moins de 100 employés

La grande majorité des nouveaux employés sont non syndiqués (+ 46 000). C'est ce qui explique le recul du taux de couverture syndicale qui passe de 39,9 % à 39,5 % entre 2012 et 2013. Les nouveaux emplois non syndiqués bénéficient plus aux hommes (+ 29 900) qu'aux femmes (+ 16 100). En revanche, il y a presque autant d'hommes (+ 3 500) que de femmes (+ 4 100) qui occupent les nouveaux emplois syndiqués.

5. Le tableau 3 montre une hausse de l'emploi chez les personnes ayant fait des études postsecondaires de 21 700. Cette augmentation est la résultante du recul de l'emploi chez les personnes ayant fait des études postsecondaires partielles (– 10 900) et de la hausse observée chez les titulaires d'un diplôme ou d'un certificat d'études postsecondaires.

Au sein des groupes d'âge, notons la hausse de 40 500 emplois non syndiqués chez les 55 ans et plus et de 4 300 chez les 15-24 ans. Les emplois couverts par une convention collective restent relativement stables chez les jeunes, mais augmentent chez les 55 ans et plus (+ 4 900). Quant aux 25-54 ans, ils profitent de 3 500 nouveaux emplois syndiqués, alors qu'aucun mouvement n'est noté pour ce qui est des emplois non syndiqués.

Par ailleurs, les emplois créés en 2013 sont tous permanents (+ 54 700); ils se répartissent entre les hommes (+ 27 000) et les femmes (+ 27 700). Quant à l'emploi temporaire, il a peu varié (– 1 000); le recul chez les femmes (– 7 400) a été presque compensé par la hausse chez les hommes (+ 6 400). Concernant les groupes d'âge, les 15-24 ans bénéficient de la création de 16 000 emplois permanents, alors qu'ils perdent 12 300 emplois temporaires. Les 25-54 ans ajoutent 6 500 emplois temporaires à leur actif, tandis que l'emploi permanent varie peu (– 1 900). Quant aux 55 ans et plus, ils profitent d'une faible hausse d'emplois temporaires (+ 4 800) et d'une croissance élevée d'emplois permanents (+ 40 600).

Les établissements de moins de 100 employés ont été à l'origine de la création d'emplois au Québec en 2013. En effet, 44 300 emplois salariés ont été créés dans les établissements de moins de 20 employés et 39 600 dans ceux de 20 à 99 employés. Ensemble, ces établissements emploient les deux tiers des salariés au Québec. Les établissements de 100 à 500 employés subissent une contraction de l'emploi (– 8 400), certes modeste au regard de la diminution constatée dans les établissements de plus de 500 employés (– 21 900). Au cours de la décennie 2003-2013, l'emploi croît dans tous les établissements; la plus forte augmentation est notée dans ceux de 20 à 99 employés (+ 162 200).

Tableau 2

Emploi selon le sexe, le groupe d'âge et le régime de travail¹, Québec, 2013

	2013	Part du groupe dans l'emploi total – 2013	Variation 2012-2013		Variation 2003-2013	
	k	%	k	%	k	%
Emploi						
Ensemble	4 032,2	...	47,8	1,2	412,3	11,4
Femmes	1 922,2	47,7	20,8	1,1	238,1	14,1
Hommes	2 110,0	52,3	27,0	1,3	174,2	9,0
15-24 ans	568,9	14,1	3,7	0,7	6,5	1,2
25-54 ans	2 726,4	67,6	-5,3	-0,2	92,7	3,5
55 ans et plus	736,9	18,3	49,3	7,2	313,0	73,8
Emploi à temps plein	3 258,2	80,8	27,5	0,9	309,1	10,5
Emploi à temps partiel	774,0	19,2	20,3	2,7	103,2	15,4
Femmes						
15-24 ans	288,9	15,0	2,0	0,7	10,7	3,8
25-54 ans	1 310,4	68,2	2,2	0,2	72,2	5,8
55 ans et plus	323,0	16,8	16,7	5,5	155,3	92,6
Hommes						
15-24 ans	280,0	13,3	1,7	0,6	-4,2	-1,5
25-54 ans	1 416,0	67,1	-7,4	-0,5	20,5	1,5
55 ans et plus	414,0	19,6	32,7	8,6	157,9	61,7
Emploi à temps plein						
Femmes	1 419,5	43,6	11,2	0,8	190,2	15,5
Hommes	1 838,7	56,4	16,3	0,9	118,9	6,9
15-24 ans	273,4	8,6	-3,9	-1,4	-39,7	-12,7
25-54 ans	2 413,4	75,5	-12,1	-0,5	105,0	4,5
55 ans et plus	571,5	15,9	43,6	8,3	243,9	74,5
Emploi à temps partiel						
Femmes	502,7	64,9	9,6	1,9	47,9	10,5
Hommes	271,3	35,1	10,8	4,1	55,3	25,6
15-24 ans	295,5	38,2	7,7	2,7	46,2	18,5
25-54 ans	313,0	40,4	6,9	2,3	-12,3	-3,8
55 ans et plus	165,5	21,4	5,8	3,6	69,2	71,9

... N'ayant pas lieu de figurer.

1. En raison de l'arrondissement des données, la somme des parties ne correspond pas nécessairement au total.

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, 2013, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Tableau 3
Emploi selon différentes caractéristiques¹, Québec, 2013

	2013	Part du groupe dans l'emploi total –2013	Variation 2012-2013		Variation 2003-2013	
	k	%	k	%	k	%
Lien d'emploi						
Salarié	3 494,0	86,7	53,6	1,6	360,5	11,5
Secteur privé	2 625,3	65,1	52,0	2,0	240,2	10,1
Secteur public	868,7	21,5	1,6	0,2	120,3	16,1
Travailleur autonome	538,2	13,3	-5,8	-1,1	51,7	10,6
Niveau d'études						
Sans diplôme d'études secondaires	451,9	11,2	-4,2	-0,9	-147,9	-24,7
Diplôme d'études secondaires	613,9	15,2	34,2	5,9	34,3	5,9
Études postsecondaires	1 961,2	48,6	21,7	1,1	237,7	13,8
Études postsecondaires partielles	255,4	6,3	-10,9	-4,1	-59,9	-19,0
Diplôme ou certificat d'études postsecondaires	1 705,8	42,3	32,6	1,9	297,6	21,1
Diplôme universitaire	1 005,4	24,9	-3,7	-0,4	288,4	40,2
Statut de l'emploi						
Permanent	2 984,2	85,4	54,7	1,9	281,3	10,4
Temporaire	509,8	14,6	-1,0	-0,2	79,2	18,4
Couverture syndicale						
Syndiqué	1 381,4	39,5	7,6	0,6	95,7	7,4
Non syndiqué	2 112,6	60,5	46,0	2,2	264,9	14,3
Taille de l'établissement						
Moins de 20 employés	1 092,0	31,3	44,3	4,2	95,1	9,5
20 à 99 employés	1 153,9	33,0	39,6	3,6	162,2	16,4
100 à 500 employés	717,9	20,5	-8,4	-1,2	29,7	4,3
Plus de 500 employés	530,1	15,2	-21,9	-4,0	73,4	16,1

1. En raison de l'arrondissement des données, la somme des parties ne correspond pas nécessairement au total.

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, 2013, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

La population active et le taux de chômage

En 2013, le taux de chômage du Québec diminue légèrement

La population active est constituée de personnes âgées de 15 ans et plus en emploi ou au chômage. En 2013, la population active atteint 4 365 100, soit une hausse de 44 800 personnes (figure 5). La croissance (+ 1,0 %) est assez similaire à celles notées au cours des deux années précédentes (+ 0,8 %). Durant l'année 2013, la population active évolue en dents de scie affichant des baisses au premier (– 5 100; – 0,1 %) et au troisième (– 24 100; – 0,6 %) trimestre, et des hausses au deuxième (+ 16 700; + 0,4 %) et au quatrième (+ 28 100; + 0,6 %) trimestre.

Les hommes (+ 26 500) sont plus nombreux à rejoindre les rangs de la population active en 2013 que les femmes (+ 18 300). On évalue à 58 300 l'accroissement du nombre de personnes de 55 ans et plus actives sur le marché du travail; le nombre de 25-54 ans actifs recule quant à lui de 12 800, alors qu'aucun changement notable n'est constaté chez les 15-24 ans.

En 2013, on compte à peine 3 000 chômeurs de moins que l'année précédente; il s'agit surtout de femmes (– 2 600). Cette baisse est de 7 500 chez les 25-54 ans et de 4 400 chez les 15-24 ans. À l'opposé, le nombre de chômeurs augmente chez les 55 ans et plus (+ 9 000).

Le repli du taux de chômage au Québec en 2013 s'explique par un taux de croissance de l'emploi supérieur à celui de la population active (+ 1,2 % c. + 1,0 %). Le taux de chômage diminue au premier trimestre (– 0,1 point; 7,4 %), avant de remonter au deuxième (+ 0,4 point; 7,8 %) et au troisième (+ 0,1 point; 7,9 %) trimestre. L'année se termine par un repli du taux de chômage (– 0,4 point; 7,5 %) au quatrième trimestre.

Le taux de chômage masculin recule de 0,2 point, tout comme le taux féminin. Par ailleurs, ce dernier est, encore en 2013, plus bas que celui des hommes (6,8 % c. 8,3 %). La ventilation du taux de chômage selon le groupe d'âge révèle une diminution de 0,7 point chez les 15-24 ans (13,0 %) et de 0,3 point chez les 25-54 ans (6,4 %), mais une augmentation de 0,7 point chez les 55 ans et plus (7,6 %). Entre 2003 et 2013, le taux de chômage fléchit de 1,6 point. Une baisse de 1,7 point est notée chez les femmes et de 1,4 point chez les hommes. Du côté des groupes d'âge, les 25-54 ans présentent un recul un peu plus important (– 1,7 point) que les 15-24 ans (– 1,1 point) ou les 55 ans et plus (– 0,9 point).

Figure 5

Malgré la hausse de la population active, le taux de chômage recule au Québec

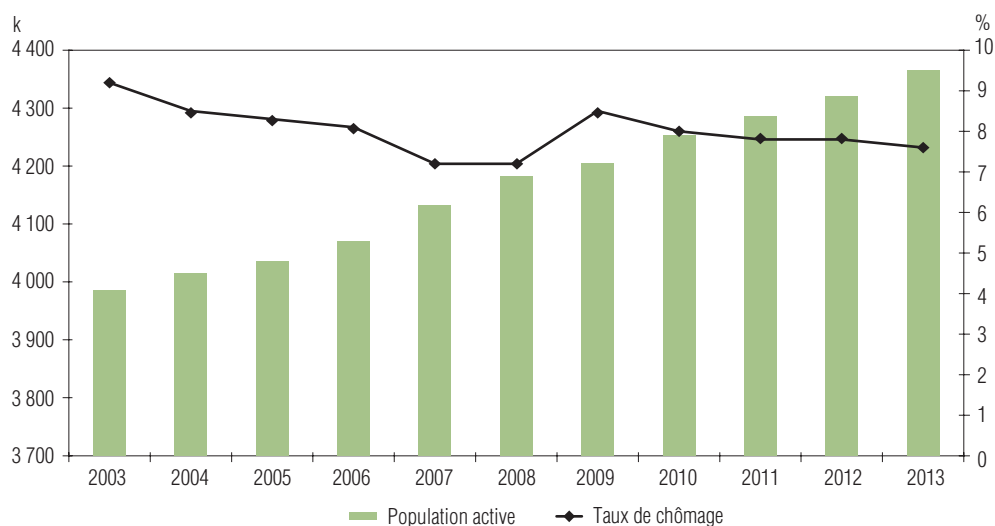
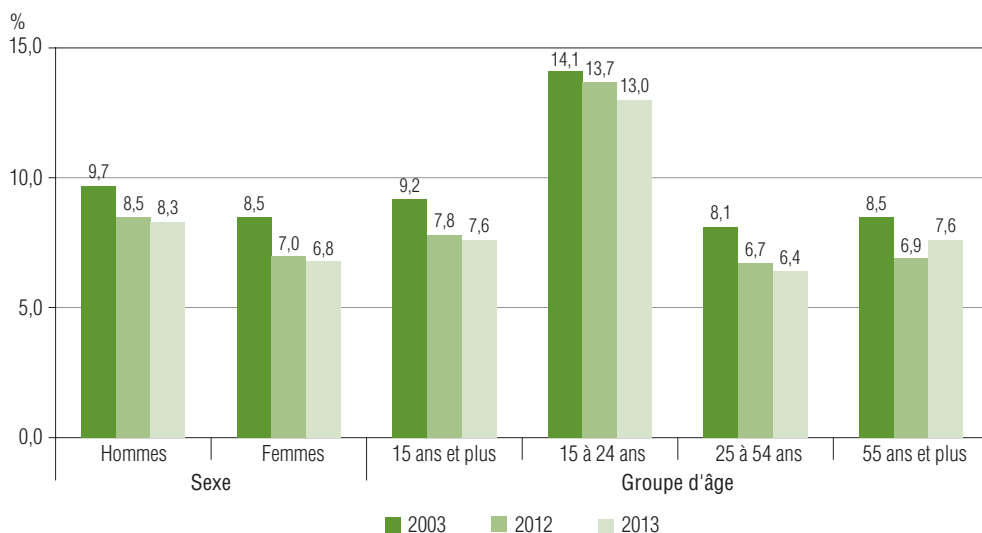
Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, 2013, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Figure 6

Le taux de chômage fléchit en 2013 sauf chez les 55 ans et plus

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, 2013, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Le taux d'activité et le taux d'emploi

*Contrairement
aux plus jeunes
et aux plus âgés,
les 25-54 ans
montrent un taux
d'activité stable
en 2013*

Le taux d'activité, qui se définit comme le pourcentage de la population âgée de 15 ans et plus en emploi ou à la recherche active d'un emploi, croît de 0,1 point de pourcentage en 2013 (65,2 %).⁶ Il s'élève à 69,5 % chez les hommes (+ 0,2 point) et à 61,0 % chez les femmes (+ 0,1 point) en 2013 (figure 7). Ainsi, l'écart entre les sexes est de 8,5 points, donc très loin des niveaux d'il y a environ 40 ans (écart de 35,3 points en 1976, début de la série chronologique). Le taux d'activité des 25-54 ans reste stable à 87,4 % en 2013. Par contre, celui des 15-24 ans (+ 0,2 point; 66,8 %) et celui des 55 ans et plus (+ 1,5 point; 33,5 %) augmentent (figure 8).

Par rapport à 2003, le taux d'activité recule de 0,8 point. Ce repli concerne seulement les hommes (– 2,7 points); en effet, ce taux est en hausse chez les femmes (+ 1,0 point). En ce qui a trait aux groupes d'âge, la contraction s'observe seulement chez les 15-24 ans, puisque le taux d'activité s'accroît de 1,5 point chez les 25-54 ans et de 7,0 points chez les 55 ans et plus. Malgré la forte hausse notée chez ces derniers, le taux d'activité moyen diminue en raison de leur faible poids dans la population active (environ 20 %).

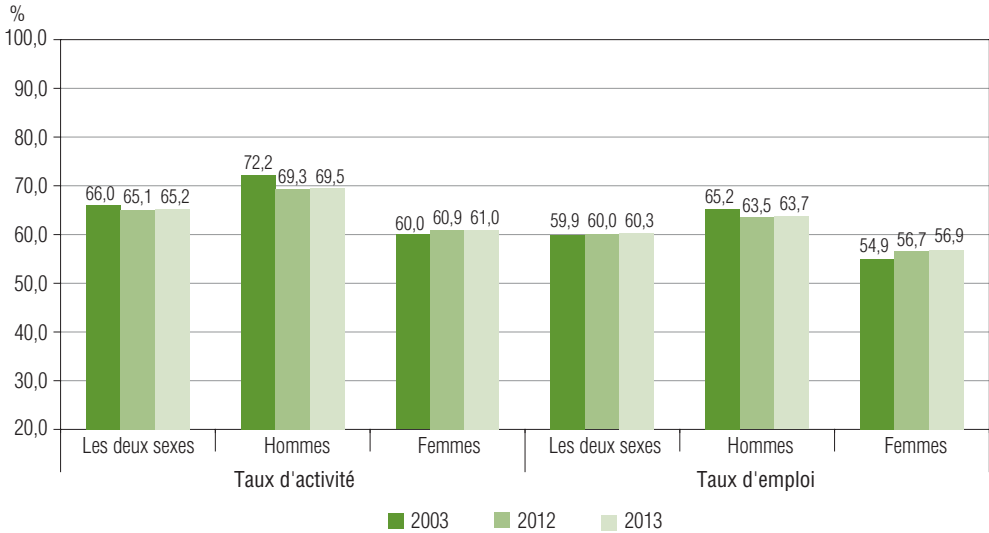
Le taux d'emploi, qui est le ratio des personnes en emploi sur la population âgée de 15 ans et plus, atteint 60,3 % en 2013, une augmentation de 0,3 point. Cette hausse est observée tant chez les hommes que chez les femmes (+ 0,2 point dans chaque cas) et les taux s'établissent respectivement à 63,7 % et à 56,9 %. Par rapport à 2003, l'écart entre les taux d'emploi masculin et féminin se réduit, passant de 10,3 points à 6,8 points.

Le taux d'emploi des jeunes de 15-24 ans s'apprécie de 0,6 point et se fixe à 58,1 %. Les 25-54 ans affichaient le taux d'emploi le plus élevé de tous les groupes d'âge en 2012 (81,6 %) et voient leur taux augmenter en 2013 (+ 0,1 point; 81,7 %). Quant aux 55 ans et plus, ils connaissent la hausse la plus forte (+ 1,2 point), mais leur taux demeure le plus faible parmi les groupes d'âge (31,0 %). Au cours de la période 2003-2013, le taux d'emploi se replie chez les jeunes (– 0,6 point), mais augmente chez les 25-54 ans (+ 2,8 points) et surtout chez les 55 ans et plus (+ 6,7 points).

6. Toutefois, le taux d'activité des 15-64 ans, généralement reconnu comme le socle de la population en âge de travailler, a augmenté de 0,5 point (78,2 %).

Figure 7

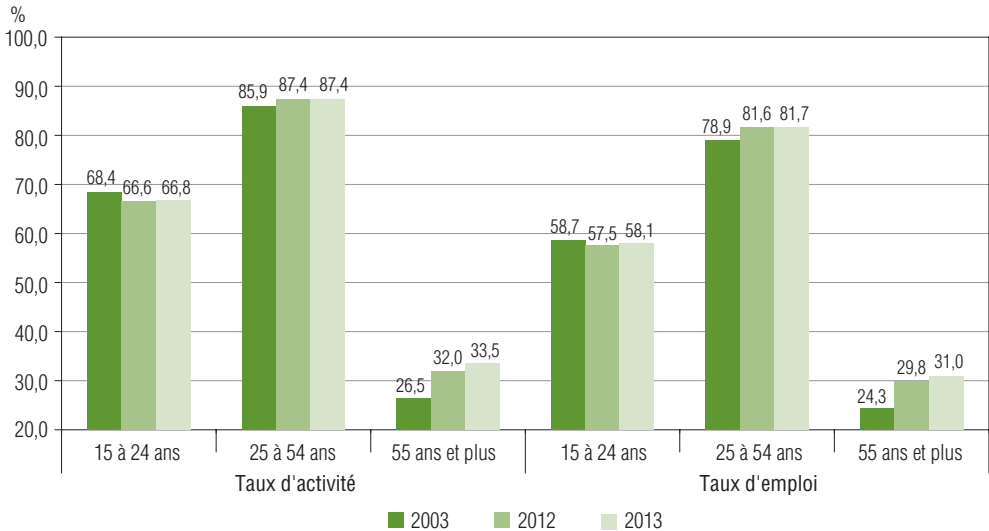
Le taux d'activité est en hausse chez les femmes mais se replie chez les hommes



Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, 2013, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Figure 8

Le taux d'emploi des 55 ans et plus atteint un nouveau sommet en 2013



Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, 2013, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

L'emploi selon la qualification

*L'emploi
hautement
qualifié
a augmenté
au cours des
25 dernières
années*

S'il est certes intéressant de connaître l'état conjoncturel de l'emploi et des diverses sous-populations qui le composent (sexe, âge, régime de travail, secteur d'appartenance, industries, etc.), un regard portant sur la qualification des emplois apporte un éclairage additionnel dans l'analyse du marché du travail. Cette section dresse un bref portrait de l'évolution de l'emploi hautement qualifié et moins qualifié au cours des 25 dernières années. Depuis 1988, comment a évolué la qualification de l'emploi au Québec? Y a-t-il davantage d'emplois hautement

qualifiés? Leur poids a-t-il augmenté et, si oui, est-ce que ce phénomène s'observe autant chez les hommes que chez les femmes?

En 1988, on dénombrait 3 081 000 emplois au Québec. Ce nombre a connu une augmentation quasi continue pour dépasser les 4 millions en 2013 (figure 9). Il s'est effectivement ajouté plus de 950 000 emplois, dont une grande partie est le fait de l'emploi hautement qualifié; ce type d'emploi a fait un bond de 743 100 durant la période. Cette croissance représente plus du triple de celle notée dans l'emploi moins qualifié (+ 207 700). Évidemment, cela n'a pas été sans impact sur l'importance relative des emplois hautement qualifiés. Ainsi, il y a 25 ans, moins du tiers de l'emploi total au Québec était de cette catégorie. Cette part a suivi une tendance haussière pour s'établir à environ 43 % en 2013 (figure 10). Les changements dans la qualification de l'emploi sont encore plus éloquentes lorsqu'on fait l'analyse selon le sexe. La part d'emplois hautement qualifiés est passée de 31 % à 38 % chez les hommes et de 33 % à 49 % chez les femmes. Il s'agit pour ces dernières d'une hausse de 16 points, soit plus du double de ce qui est observé chez les hommes (+ 6,3 points).

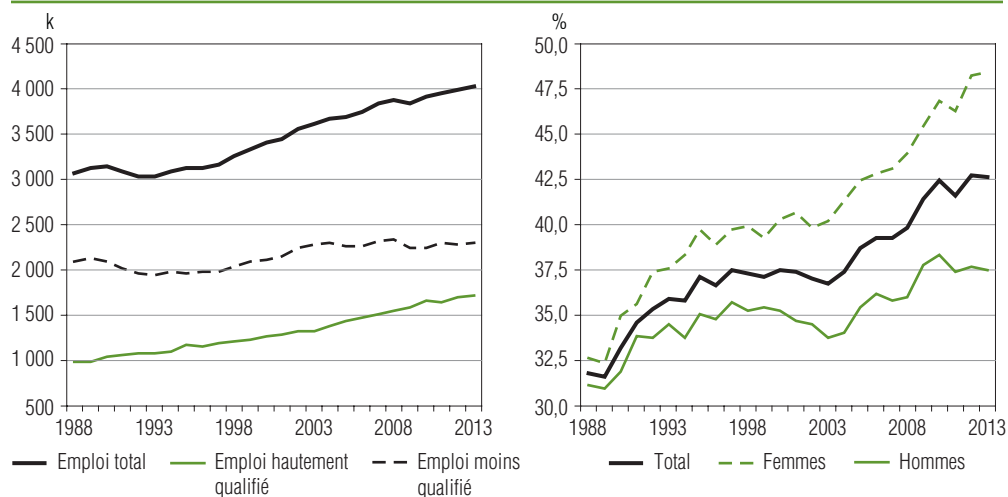
La tendance à une plus grande part d'emplois hautement qualifiés est également constatée au Canada (figure 11). À l'instar des travailleurs du Québec, ceux de l'ensemble du Canada ont fait un gain appréciable quant à leur part d'emplois de ce type, celle-ci passant de 32,9 % en 1988 à 42 % en 2013. La part des travailleurs hautement qualifiés de l'Ontario a aussi augmenté durant la période (de 34,1 % à 44 %).

7. Les emplois hautement qualifiés correspondent aux emplois de gestion, aux emplois de niveau professionnel (profession exigeant habituellement une formation universitaire) et aux emplois de niveau technique 1 (soit ceux exigeant habituellement une formation collégiale). L'approche retenue ici est basée sur le niveau de compétence de l'emploi de la *Classification nationale des professions* (définition basée sur la profession exercée). Cette définition est différente de celle employée par l'OCDE dans sa mesure des ressources humaines en science et technologie (RHST) basée sur la profession (voir à ce sujet CETECH, 2004; OCDE, 1995; Lessard, 2009). Les emplois moins qualifiés correspondent aux emplois de niveau technique 2 (soit ceux exigeant habituellement une formation postsecondaire, mais non de niveau collégial technique) et aux emplois de niveaux intermédiaire et élémentaire (professions exigeant habituellement une formation de niveau secondaire ou moins).

Par ailleurs, l'emploi hautement qualifié du Québec représente 23,1 % de ce type d'emploi au Canada en 2013, ce qui se rapproche de sa part dans l'emploi total du Canada (22,7 %). En outre, 41 % de l'emploi hautement qualifié au Canada se trouve en Ontario, alors que ce dernier constitue 39 % de l'emploi total au Canada.

Figure 9 et 10

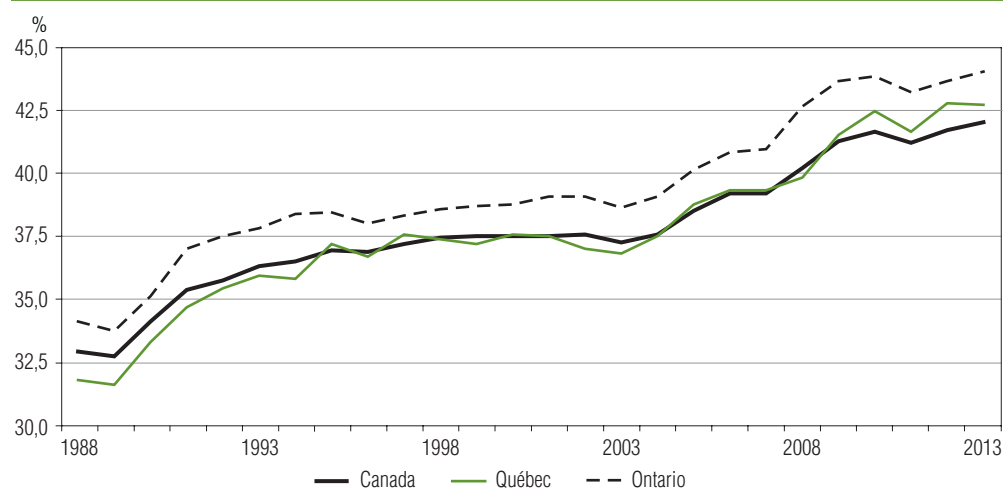
L'emploi hautement qualifié tend à augmenter surtout chez les femmes



Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, 2013, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Figure 11

La part de l'emploi hautement qualifié progresse au Québec, au Canada et en Ontario



Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, 2013, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Les immigrants sur le marché du travail

La population active immigrante du Québec s'élève à 621 200 en 2013, en hausse de 48 600.⁸ Les femmes représentent 44,3 % de la population active immigrante, ce qui est plus faible que le poids des femmes dans la population active née au Canada (47,8 %). La proportion des personnes nées à l'étranger dans la population active a crû chaque année au cours de la période 2006-2013, passant de 11,5 % en 2006 à 14,2 % en 2013.⁹

En 2013, 15 400 nouveaux emplois de l'industrie des services professionnels, scientifiques et techniques profitent aux personnes nées à l'étranger

En 2013, 548 900 travailleurs du Québec sont nés à l'extérieur du Canada (tableau 4). En fait, les immigrants connaissent un accroissement de 42 400 emplois en 2013, soit près de 90 % de la création nette au Québec. Les hommes (+ 37 900) se sont particulièrement distingués. Par rapport à 2006, les immigrants bénéficient de 140 500 nouveaux emplois, ce qui équivaut à 48,5 % de tous les emplois créés au Québec. Encore là, les hommes obtiennent une part plus élevée (+ 81 200).

Le secteur des services est à l'origine de la quasi-totalité des nouveaux emplois occupés par les immigrants (+ 39 600). Ces derniers ont surtout profité de la croissance de l'emploi dans cinq industries : il s'agit des services professionnels, scientifiques et techniques (+ 15 400), des services d'enseignement (+ 7 900), de l'hébergement et des services de restauration (+ 5 600), du commerce (+ 5 500) ainsi que des soins de santé et de l'assistance sociale (+ 5 000). Entre 2006 et 2013, la croissance de l'emploi immigrant est aussi concentrée dans le secteur des services (+ 132 600). Malgré la relative stabilité observée dans le secteur des biens, 4 700 emplois de l'industrie de la construction profitent aux immigrants.

En 2013, on compte 6 200 chômeurs immigrants de plus par rapport à l'année précédente. Au cours de la période 2006-2013, le nombre d'immigrants au chômage augmente de 12 400, tandis que les natifs se retrouvent moins dans cette situation (– 8 500).

Le taux d'emploi des immigrants s'élève à 57,2 % en 2013, soit 3,7 points en deçà de celui des personnes nées au Canada. De la même manière, on note que le taux d'activité des immigrants (64,8 %) est inférieur à celui des natifs (65,2 %). Par rapport

8. Les immigrants non admis sont exclus.

9. La série chronologique sur les immigrants dans l'*Enquête sur la population active* (EPA) a débuté en 2006.

à 2012, les taux d'activité et d'emploi des immigrants croissent respectivement de 0,7 et 0,5 point, alors que chez les natifs du Canada, les hausses sont de 0,1 et 0,2 point.

On constate que le taux de chômage des immigrants diminue avec la durée de résidence (figure 12). En 2013, le taux de chômage s'élève à 14,6 % chez les immigrants très récents (5 ans ou moins), à 11,2 % chez les immigrants récents (plus de 5 ans, mais moins de 10 ans) et, enfin, à 10,8 % chez les immigrants de longue date (10 ans et plus).

Tableau 4
Les immigrants sur le marché du travail¹, Québec, 2013

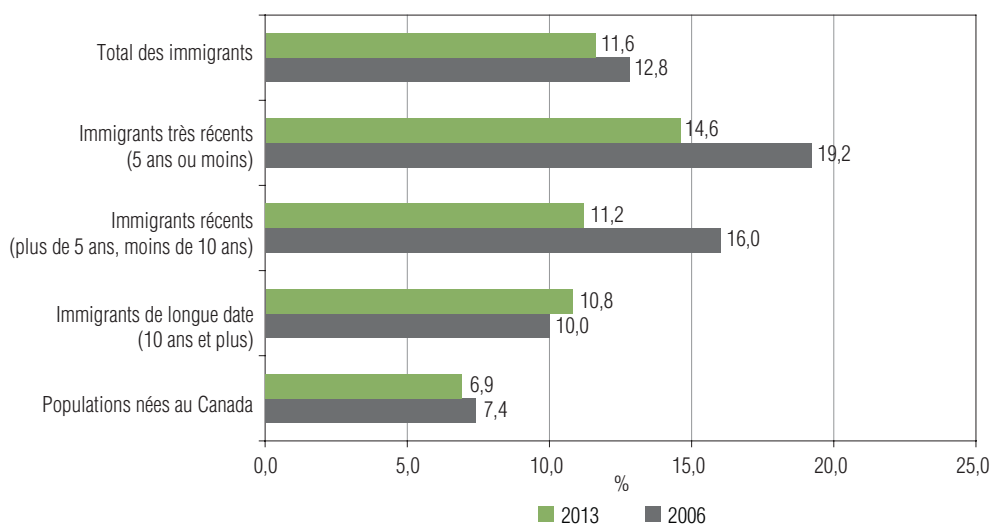
	2006	2012	2013	Variation 2012-2013		Variation 2006-2013	
	k			k	%	k	%
Emploi							
Ensemble	408,4	506,5	548,9	42,4	8,4	140,5	34,4
Hommes	227,0	270,3	308,2	37,9	14,0	81,2	35,8
Femmes	181,4	236,2	240,7	4,5	1,9	59,3	32,7
15-24 ans	28,0	35,8	38,3	2,5	7,0	10,3	36,8
25-54 ans	304,9	380	419,8	39,8	10,5	114,9	37,7
55 ans et plus	75,5	90,6	90,8	0,2	0,2	15,3	20,3
	%			Point de %		Point de %	
Taux d'emploi							
Ensemble	54,1	56,7	57,2	0,5		3,1	
Hommes	61,9	61,8	64,5	2,7		2,6	
Femmes	46,7	51,8	50,0	-1,8		3,3	
Taux d'activité							
Ensemble	62,0	64,1	64,8	0,7		2,8	
Hommes	70,5	69,6	72,4	2,8		1,9	
Femmes	54	58,9	57,2	-1,7		3,2	
Taux de chômage							
Ensemble	12,8	11,5	11,6	0,1		-1,2	
Hommes	12,2	11,2	10,9	-0,3		-1,3	
Femmes	13,5	11,9	12,6	0,7		-0,9	

1. En raison de l'arrondissement des données, la somme des parties ne correspond pas nécessairement au total.

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, 2013, adapté par l'Institut de la statistique du Québec,

Figure 12

Les immigrants récents (plus de 5 ans, moins de 10 ans) ont connu la plus forte baisse du taux de chômage depuis 2006



Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, 2013, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

La rémunération et les heures de travail¹⁰

Le salaire horaire des femmes a connu une faible croissance en 2013

La croissance nominale du salaire horaire moyen des employés québécois s'élève à 1,5 % (+0,34 \$; 22,52 \$) en 2013, soit une hausse plus faible que celle enregistrée en 2012 (+3,3 %). L'augmentation nominale du salaire horaire moyen en 2013 est plus importante que la croissance de l'IPC qui est de 0,7 %. Au cours de la période 2003-2013, la rémunération horaire moyenne a crû de 5,11 \$ ou de 29,4 %.

Contrairement à ce qu'on observe depuis quelques années, la progression de la rémunération horaire des femmes (+0,7 %) est plus faible que celle des hommes (+2,2 %) en 2013. En conséquence, l'écart entre les sexes sur le plan de la rémunération horaire s'est de nouveau creusé. Il atteint 2,91 \$ à l'avantage des hommes (figure 13)¹¹, soit son niveau le plus élevé des 10 dernières années. Entre 2003 et 2013, la croissance salariale se fixe à 27,3 % (+5,14 \$) chez les hommes, et à 32,1 % (+5,11 \$) chez les femmes.

En 2013, les personnes de 55 ans et plus (+3,4 %) affichent la croissance de la rémunération horaire la plus forte parmi les groupes d'âge. Les 15-24 ans et les 25-54 ans présentent respectivement une hausse de 1,1 %. Pour ces deux derniers groupes, il s'agit de la plus faible croissance depuis le début de la série chronologique en 1997. La rémunération horaire moyenne se fixe respectivement à 13,30 \$ et à 24,33 \$ dans ces groupes en 2013 comparativement à 23,98 \$ chez les 55 ans et plus.

La semaine habituelle de travail des québécois a peu changé depuis 2010. Elle s'établit à 35,0 heures en 2013, soit son niveau le plus faible depuis 1987 (début de la série chronologique). Un sommet de 37,2 heures avait été observé en 1988. Quant aux employés, les heures habituelles de travail se maintiennent au-dessous de 35,0 heures depuis 2002. En 2013, leur temps de travail est resté presque stable

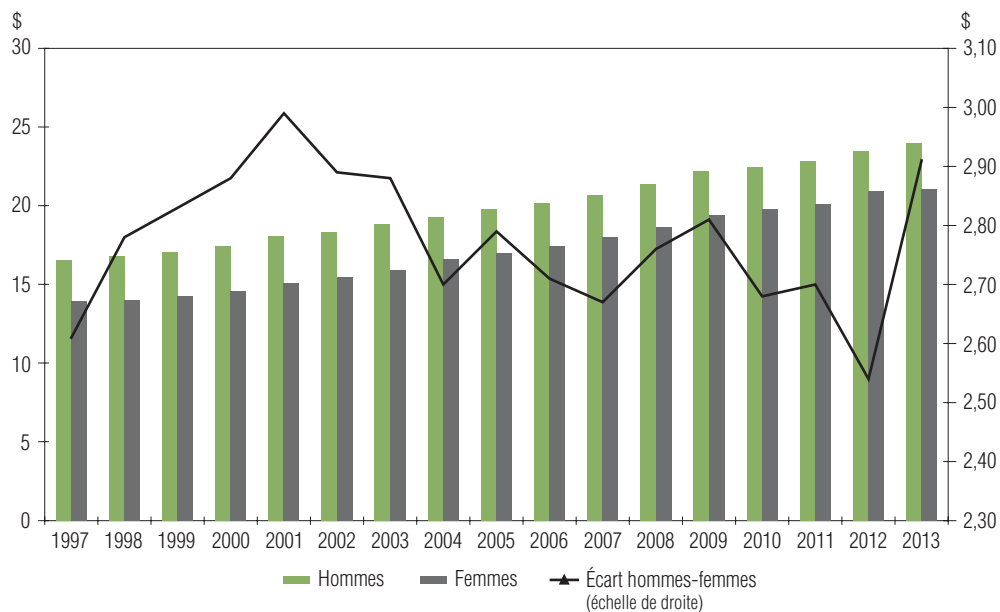
10. Les données présentées sur la rémunération et les heures de travail sont basées sur les employés seulement; elles ne prennent donc pas en considération les travailleurs autonomes. Les heures de travail font référence à la semaine habituelle de travail à l'emploi principal.

11. L'écart salarial entre les hommes et les femmes est souvent exprimé sous forme de ratio (salaire des femmes par rapport à celui des hommes en pourcentage). Ce ratio est en croissance quasi continue depuis la première année de disponibilité des données, soit 1997 (ratio de 84,2 %). En 2013, il s'établit à 87,8 %.

à 34,3 heures, alors que chez les travailleurs autonomes, il augmente de 0,3 heure pour se fixer à 39,6 heures. Chez les employés, le nombre d'heures hebdomadaires est plus élevé chez les hommes (36,4) que chez les femmes (32,1).

Figure 13

L'écart de la rémunération horaire entre les hommes et les femmes est le plus élevé des 10 dernières années



Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, 2013, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

La situation dans les régions administratives¹²

La création d'emplois

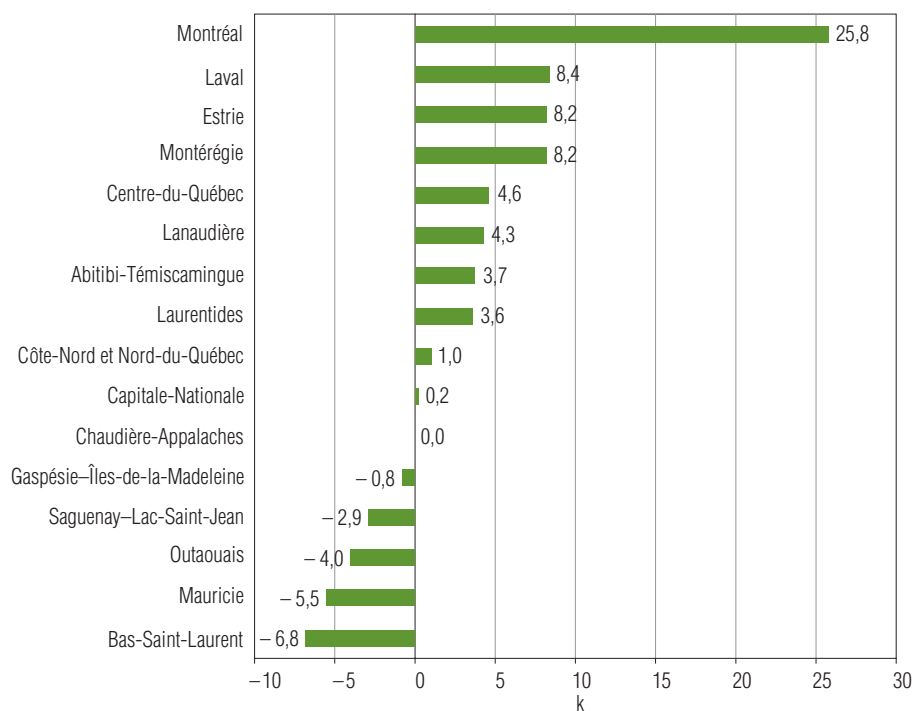
Montréal génère plus de la moitié des emplois créés alors qu'elle représente moins du quart de l'emploi au Québec

L'évolution de l'emploi en 2013 varie selon les régions administratives. La moitié d'entre elles présentent une hausse (huit régions), quatre subissent des pertes tandis que quatre affichent une relative stabilité (figure 14). La région de Montréal se classe au premier rang avec 25 800 emplois créés. Cela contraste avec la situation observée en 2012 alors que l'emploi avait peu changé. Montréal se distingue en générant plus de la moitié des nouveaux emplois (54 %) en 2013 alors qu'elle représentait seulement 23,6 % de l'emploi total au Québec en 2012. À Montréal, la création provient notamment des soins de santé et de l'assistance sociale (+ 13 800), de la construction (+ 9 200), de l'hébergement et des services de restauration (+ 8 500) ainsi que du commerce (+ 8 300). Outre Montréal, les régions de Laval (+ 8 400), de l'Estrie (+ 8 200) et de la Montérégie (+ 8 200) enregistrent une hausse notable de l'emploi. Quatre autres régions connaissent également une progression de l'emploi. Il s'agit des régions du Centre-du-Québec, de Lanaudière, de l'Abitibi-Témiscamingue et des Laurentides.

En ce qui concerne les régions qui subissent des baisses, le Bas-Saint-Laurent et la Mauricie affichent les plus fortes en nombre (− 6 800 et − 5 500 respectivement) et en pourcentage (− 7,2 % et − 4,9 %). Un recul de moins de 5 000 emplois est également observé en Outaouais et au Saguenay-Lac-Saint-Jean. Pour ce qui est de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, la Capitale-Nationale, Chaudière-Appalaches et la région de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec, l'emploi varie peu en 2013.

12. Les données de l'*Enquête sur la population active* estiment le nombre de personnes en chômage et en emploi dans différents territoires, selon le lieu de résidence des répondants (et non selon leur lieu de travail). À titre d'exemple, le chiffre sur l'emploi indique le nombre de personnes dans la région qui occupent un emploi, sans préciser si l'emploi occupé se situe dans la même région ou dans une autre.

Figure 14

La région de Montréal se classe au premier rang pour la création d'emplois en 2013

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, 2013, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

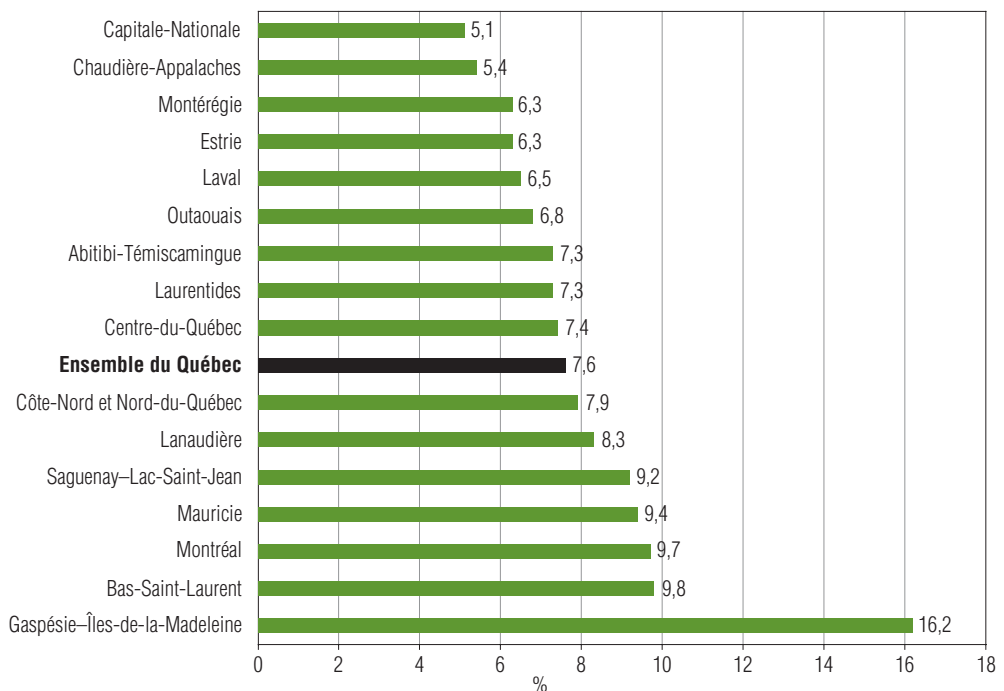
Le taux de chômage et le taux d'emploi

La Capitale-Nationale enregistre le taux de chômage le plus bas

Le taux de chômage a reculé au Québec. Ce repli s'observe seulement dans sept régions administratives, puisque le taux de chômage augmente dans les neuf autres. La région de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine se distingue avec la plus forte hausse (+3,3 points de pourcentage), tandis que celles de l'Estrie (–1,7 point) et de Laval (–1,6 point) se démarquent avec les baisses les plus importantes. Neuf régions administratives montrent un taux de chômage inférieur à la moyenne québécoise (7,6 %) en 2013, alors que sept ont un taux supérieur (figure 15). En 2013, la région de la Capitale-Nationale présente le plus faible taux de chômage (5,1 %), suivie de près par la région de Chaudière-Appalaches (5,4 %). La région de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine affiche en 2013 le taux de chômage le plus élevé au Québec (16,2 %). C'est d'ailleurs la seule qui a un taux de plus de 10 % en 2013.

Figure 15

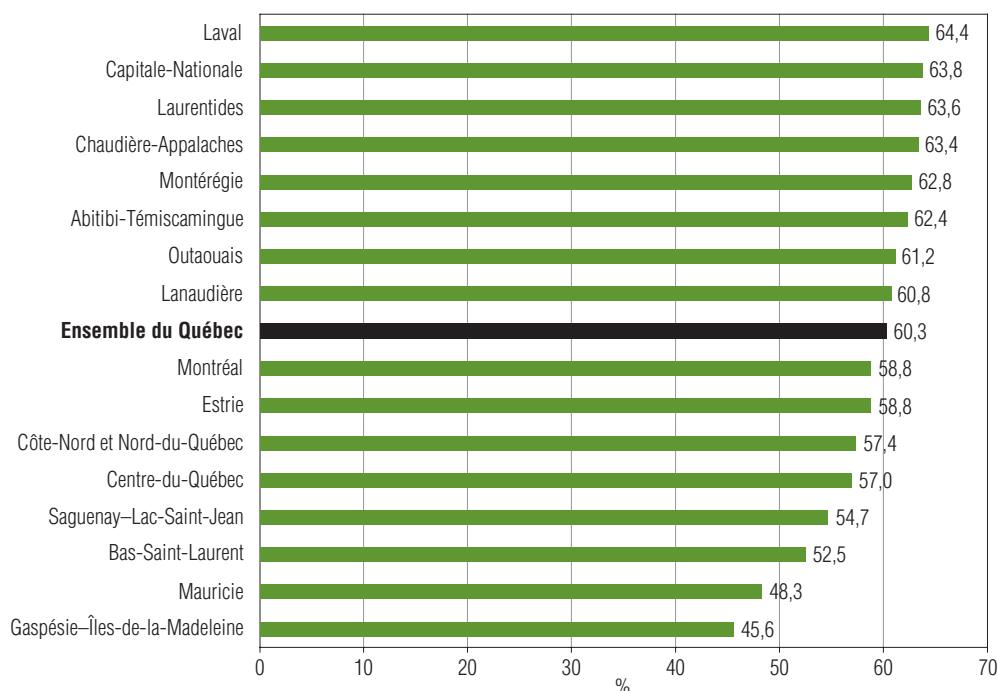
Neuf régions présentent un taux de chômage inférieur à celui de l'ensemble du Québec en 2013



Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, 2013, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Figure 16

La région de Laval affiche le taux d'emploi le plus élevé en 2013



Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, 2013, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Moins de la moitié de la population de 15 ans et plus occupe un emploi dans les régions de la Mauricie et de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine

En 2013, la moitié des régions ont un taux d'emploi plus élevé que la moyenne québécoise (60,3 %), tandis que l'autre moitié affiche un taux plus faible (figure 16). Pour la première fois depuis 2007, la région de Laval présente le taux le plus élevé (64,4 %) au Québec. À l'opposé, la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine se maintient en dernière position avec un taux de 45,6 %. Cette dernière et la Mauricie (48,3 %) sont les seules régions où moins de la moitié de la population de 15 ans et plus occupe un emploi. La région de l'Abitibi-Témiscamingue (+3,1 points de pourcentage) et celle de l'Estrie (+2,7 points) bénéficient des plus fortes hausses. Six autres régions connaissent un accroissement de leur taux d'emploi, à savoir le Centre-du-Québec, la Montérégie, Montréal, Laval, Lanaudière ainsi que la Côte-Nord et le Nord-du-Québec. Une importante baisse du taux d'emploi est notée dans le Bas-Saint-Laurent (-3,9 points) et en Mauricie (-2,5 points).

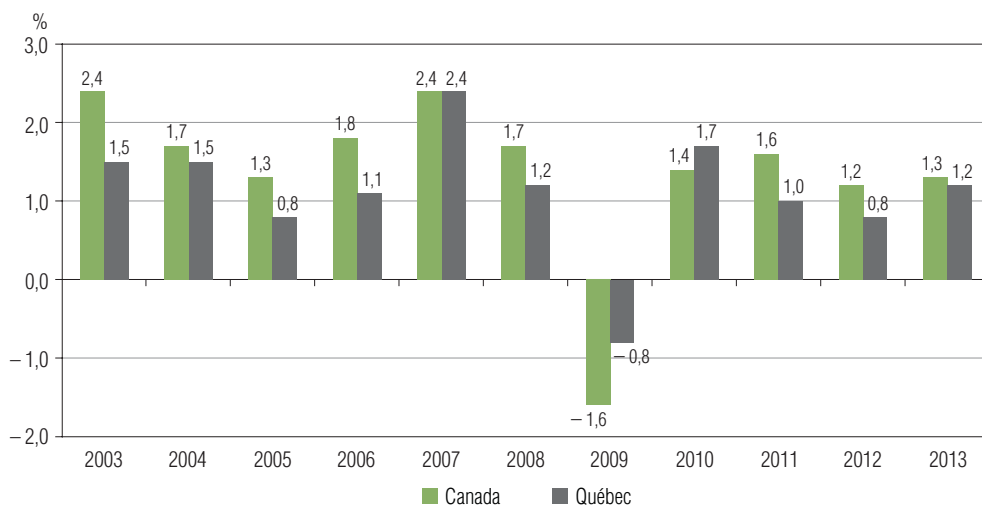
La situation au Canada

Le Québec comparé avec l'ensemble du Canada

L'emploi au Québec croît à un rythme similaire à celui du Canada en 2013 (figure 17). De 2003 à 2013, l'emploi est en hausse de 11,4 % au Québec comparativement à 13,2 % au Canada. Au cours de cette période, le taux de croissance de l'emploi au Québec est moins élevé qu'au Canada pour chaque année, sauf en 2007 où les taux ont été identiques, et en 2010 où la hausse au Québec (+ 1,7 %) a été plus élevée qu'au Canada (+ 1,4 %). Par contre, lors de la récession de 2009, le recul de l'emploi au Québec a été moins prononcé qu'au Canada.

Figure 17

L'emploi au Québec croît presque au même rythme qu'au Canada en 2013



Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, 2013, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

*Un nouvel emploi
sur cinq au
Canada en 2013
vient du Québec*

En 2013, tout comme le Canada (+1,3 %), 7 provinces sur 10 affichent une progression de l'emploi. La Saskatchewan (+3,4 %) présente la croissance relative la plus importante; viennent ensuite l'Alberta (+2,9 %), l'Île-du-Prince-Édouard (+1,8 %) et l'Ontario (+1,4 %). Le Québec enregistre une hausse plus élevée que Terre-Neuve-et-Labrador (+1,0 %) et le Manitoba (+0,5 %).

Une relative stabilité de l'emploi est observée en Nouvelle-Écosse, en Colombie-Britannique et au Nouveau-Brunswick. En nombre, ce sont l'Ontario (+95 700), l'Alberta (+61 400) et le Québec (+47 800) qui affichent les plus fortes augmentations. Le Québec a créé 21,4 % des nouveaux emplois au Canada en 2013 et compte pour 22,8 % de l'emploi total.

Les trois quarts des emplois générés à l'échelle canadienne en 2013 sont à temps plein (+167 300; +1,2 %) comparativement à 57,5 % pour le Québec. Les femmes bénéficient de 51,2 % des emplois créés au Canada (+115 400; +1,4 %) comparativement à 43,5 % au Québec. Les taux d'emploi masculin et féminin au Canada sont respectivement de 65,8 % et 58,0 % (au Québec : 63,7 % et 56,9 %).

*Le commerce et
la construction
sont les moteurs
de la croissance
de l'emploi au
Canada en 2013*

Le secteur des services engendre la quasi-totalité (95 %) des emplois créés en 2013, tant au Canada (+212 000; +1,6 %) qu'au Québec. Le commerce (+61 400), les services professionnels, scientifiques et techniques (+48 400) ainsi que les soins de santé et l'assistance sociale (+48 500) présentent les plus fortes hausses au Canada. Cette dernière industrie est également la plus dynamique au Québec en 2013 (+27 800); sa croissance correspond d'ailleurs à plus de la moitié des emplois créés dans les soins de santé et l'assistance sociale à l'échelle canadienne.

En ce qui concerne le secteur des biens, l'emploi a peu changé au Canada (+11 400; +0,3 %), tout comme au Québec. Un recul important dans la fabrication (-51 300 et -12 300 respectivement) est en effet compensé par la progression dans l'industrie de la construction (+56 200 et +13 500) et du fait que l'emploi a peu varié dans la majorité des autres industries du secteur des biens. La construction et le commerce sont d'ailleurs les moteurs de la croissance de l'emploi au Canada en 2013. Dans le secteur des services, le repli de l'industrie des autres services (-25 800) et de celle des administrations publiques (-10 100) a mis un frein à la création d'emplois au Canada, alors qu'au Québec, c'est plutôt les services d'enseignement (-15 100) et les administrations publiques (-7 800).

*Le taux d'activité
et le taux d'emploi
atteignent un
sommet inégalé
chez les 15-64
ans au Québec*

Le taux de chômage du Québec s'établit à 7,6% et celui du Canada, à 7,1 %, à la suite de reculs respectifs de 0,2 et de 0,1 point de pourcentage. En ce qui concerne le taux d'emploi, il est au même niveau depuis trois ans au Canada (61,8 %), mais augmente de 0,3 point au Québec (60,3 %). Quant au taux d'activité au Canada, il se fixe à 66,5 % (-0,2 point), soit son plus bas niveau des 10 dernières années. Au Québec, il s'établit à 65,2 % (+0,1 point). Toutefois, chez les travailleurs québécois de 15-64 ans, le taux d'activité (78,2 %) et le taux d'emploi (72,2 %) atteignent leur plus haut niveau depuis 1976.

Tableau 5
Emploi et taux de chômage au Canada et dans les provinces, 2013

	Emploi					Taux de chômage		
	2013	Variation				2013	Variation	
		2012-2013		2003-2013			2012-2013	2003-2013
		k	k	%	k	%	%	Points de %
Canada	17 731,2	223,5	1,3	2 068,3	13,2	7,1	-0,1	-0,5
Terre-Neuve-et-Labrador	232,8	2,3	1,0	21,0	9,9	11,4	-1,1	-5,0
Île-du-Prince-Édouard	74,1	1,3	1,8	8,1	12,3	11,5	0,2	0,4
Nouvelle-Écosse	453,8	-1,7	-0,4	22,4	5,2	9,0	0,0	-0,1
Nouveau-Brunswick	351,2	-0,2	-0,1	9,0	2,6	10,4	0,2	0,2
Québec	4 032,2	47,8	1,2	412,3	11,4	7,6	-0,2	-1,6
Ontario	6 879,4	95,7	1,4	667,2	10,7	7,5	-0,3	0,6
Manitoba	633,2	3,1	0,5	62,2	10,9	5,4	0,1	0,4
Saskatchewan	555,3	18,2	3,4	77,8	16,3	4,0	-0,7	-1,6
Alberta	2 211,0	61,4	2,9	478,2	27,6	4,6	0,0	-0,5
Colombie-Britannique	2 308,1	-4,4	-0,2	310,1	15,5	6,6	-0,1	-1,4

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, 2013, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

L'Île-du-Prince-Édouard et le Manitoba sont les seules provinces qui affichent une croissance de la rémunération horaire plus faible que celle de l'IPC en 2013

Au Canada, la rémunération horaire moyenne augmente de 2,1 % en 2013 et se fixe à 24,15\$. Au Québec, la hausse est plus modeste (+ 1,5 %). Ainsi, il existe un écart de 1,63\$ entre les salaires de ces deux régions. Cet écart présente une tendance à la hausse depuis 1997 alors qu'il s'élevait à 0,28\$. Le salaire horaire moyen croît dans toutes les provinces au cours de la dernière année. Cependant, l'Île-du-Prince-Édouard (+ 1,0 %) et le Manitoba (+ 2,0 %) sont les seules provinces qui affichent une augmentation inférieure à la croissance de l'IPC (hausse respectives de 2,0 % et 2,2 %). L'Alberta (+ 3,8 %), le Nouveau-Brunswick (+ 3,5 %) et Terre-Neuve-et-Labrador (+ 3,3 %) enregistrent les plus fortes hausses. Deux autres provinces montrent une croissance supérieure à la moyenne canadienne. Il s'agit de la Colombie-Britannique (+ 2,6 %) et de la Saskatchewan (+ 2,5 %). L'Ontario présente pour sa part la même croissance que le Québec (+ 1,5 %).

Depuis 2011, les employés canadiens travaillent une heure de plus par semaine que leurs homologues québécois (35,3 heures contre 34,3 en 2013, sur la base des heures habituelles). C'est d'ailleurs au Québec que le nombre d'heures hebdomadaires de travail est le plus bas parmi toutes les provinces canadiennes. À l'opposé, c'est Terre-Neuve-et-Labrador qui a le nombre le plus élevé (37,5 heures). Au cours des 10 dernières années, le nombre d'heures travaillées a peu varié et se maintient autour de 35,5 heures au Canada et de 34,5 heures au Québec.

La situation dans les autres provinces

*L'Ontario
contribue à la
création de deux
emplois sur cinq
au Canada*

L'Ontario enregistre la progression d'emplois (+ 95 700) la plus importante au Canada en 2013. De ce fait, elle contribue à la création de plus de deux emplois sur cinq (42,8 %) alors qu'elle représente 38,8 % de l'emploi au Canada. Cette hausse est attribuable au secteur des services (+ 99 800), notamment le commerce (+ 29 000), les soins de santé et l'assistance sociale (+ 23 200) ainsi que les services aux entreprises, services relatifs aux bâtiments et autres services de soutien (+ 22 600). Quant au secteur des biens, l'emploi recule quelque peu, en raison des pertes dans l'industrie primaire (−6 100), mais surtout dans la fabrication (−23 200); la hausse de l'emploi dans la construction (+ 26 200) n'a pas réussi à contrebalancer ces pertes. Le taux de chômage et le taux d'activité diminuent respectivement de 0,3 et de 0,1 point en Ontario pour se fixer à 7,5 % et 66,4 %, alors que le taux d'emploi augmente à 61,4 % (+0,1 point).

*L'Alberta se classe
au deuxième
rang en ce qui a
trait au nombre
d'emplois créés*

L'Alberta présente, après l'Ontario, la plus forte hausse de l'emploi en 2013. Les 61 400 nouveaux emplois constituent plus du quart (27,5 %) des emplois créés au Canada, alors que cette province ne représentait qu'un peu plus du dixième (12,3 %) de l'emploi total au pays en 2012. C'est la vigueur de l'emploi dans le secteur des services (+ 55 500), plus spécifiquement dans l'industrie des services professionnels, scientifiques et techniques (+ 19 700), qui est à l'origine de cette croissance. En effet, on n'observe pas de variations notables dans le secteur des biens et ses industries. Le taux de chômage en Alberta se maintient à 4,6 % en 2013. Les taux d'activité et d'emploi s'établissent respectivement à 73,1 % et 69,7 % (−0,3 point dans les deux cas).

*La Saskatchewan
affiche une bonne
performance sur
le marché du
travail en 2013*

La Saskatchewan, avec la plus forte hausse (+ 3,4 %), l'Alberta (+ 2,9 %), l'Île-du-Prince-Édouard (+ 1,8 %) de même que l'Ontario (+ 1,4 %) ont des taux de croissance de l'emploi plus élevés que la moyenne canadienne (+ 1,3 %) en 2013. Pour la Saskatchewan, il s'agit aussi de la plus forte croissance enregistrée depuis 1976. Cette progression en Saskatchewan résulte de gains dans le secteur des biens (+ 7 700) et dans celui des services (+ 10 400). Des hausses sont observées dans l'industrie de la construction (+ 3 600) ainsi que dans les soins de santé et l'assistance sociale (+ 3 400). Dans le cas de l'Île-du-Prince-Édouard, il s'agit de 1 300 nouveaux emplois, attribuables uniquement au secteur des services (+ 1 600), le secteur des biens affichant une stabilité. La Saskatchewan se distingue avec un taux d'activité (70,0 %) et un taux d'emploi records (67,2 %). Ce sont

non seulement les taux les plus élevés pour cette province depuis 1976, mais aussi les taux les plus importants parmi toutes les provinces canadiennes. Par ailleurs, le taux d'activité (69,3 %) et le taux d'emploi (61,3 %) de l'Île-du-Prince-Édouard atteignent également leur niveau le plus élevé depuis 1976. Au-delà de ces records, ces deux provinces s'illustrent : la première affiche, en 2013, le plus faible taux de chômage au Canada (4,0 %), alors que la seconde présente le taux le plus élevé (11,5 %).

L'emploi varie peu en Colombie-Britannique, au Nouveau-Brunswick et en Nouvelle-Écosse

L'emploi varie peu en Colombie-Britannique (−0,2 %), au Nouveau-Brunswick (−0,1 %) et en Nouvelle-Écosse (−0,4 %). En Colombie-Britannique, 12 900 emplois ont été perdus dans le secteur des biens et 8 500 ont été créés dans le secteur des services. Les hausses enregistrées dans le commerce (+ 13 500), les services professionnels, scientifiques et techniques (+ 12 600) et la finance, les assurances, l'immobilier et les services de location (+ 11 700) ont été contrebalancées par les replis dans la fabrication (− 15 700), les autres services (− 14 300) ainsi que dans les soins de santé et l'assistance sociale (− 12 200). Au Nouveau-Brunswick, le recul dans le secteur des services (−3 700) a été en bonne partie compensé par la hausse de 3 400 emplois dans le secteur des biens. En ce qui concerne la Nouvelle-Écosse, l'emploi du secteur des biens tout comme celui du secteur des services varient peu par rapport à l'année 2012. En Colombie-Britannique, le taux d'activité (−0,9 point à 64,1 %) et le taux d'emploi (−0,7 point à 59,9 %) reculent. En Nouvelle-Écosse, les deux taux diminuent de 0,3 point et se fixent respectivement à 63,8 % et à 58,1 %. Au Nouveau-Brunswick, le taux d'activité augmente de 0,3 point (63,2 %) et le taux d'emploi diminue de 0,2 point (56,6 %). Quant au taux de chômage, par rapport à l'année 2012, il est en hausse de 0,2 point en Nouvelle-Écosse (9,0 %) et de 0,7 point au Nouveau-Brunswick (10,2 %), mais se replie de 0,8 point en Colombie-Britannique (6,6 %).

Par ailleurs, on note une croissance positive de l'emploi au Manitoba (+0,5 %) et à Terre-Neuve-et-Labrador (+ 1,0 %). Toutefois, la progression en nombre est relativement faible (+3 100 et +2 300). Pour ces deux provinces, la croissance résulte d'une hausse dans le secteur des biens (+5 200 et +4 000) et d'une baisse dans le secteur des services (−2 100 et −1 700). Au Manitoba, le taux d'activité ainsi que le taux d'emploi diminuent chacun de 0,4 point pour se fixer respectivement à 68,7 % et 65,0 %. Le taux de chômage montre un léger recul (−0,1 point; 5,4 %). Pour Terre-Neuve-et-Labrador, le taux d'activité s'élève à 61,2 % et le taux de chômage, à 11,4 %, à la suite de baisses respectives de 0,4 et 1,1 point. Il s'agit, du reste, du plus bas taux de chômage de cette province depuis le début de la série chronologique. Quant au taux d'emploi, il s'établit à 54,2 % (+0,3 point) et atteint ainsi son plus haut niveau de la série chronologique (1976).

Les perspectives pour 2014

Depuis la diffusion de leurs prévisions à l'automne 2013, les analystes économiques en ont publié de nouvelles. Certains ont révisé leurs perspectives pour l'année 2014 quant à l'évolution de l'emploi et du taux de chômage¹³. Toutefois, les analystes s'entendent pour dire que la croissance économique se poursuivra en 2014.

Pour le Québec, une hausse de l'emploi en 2014 se situant dans une fourchette allant de 1,0 % à 1,2 % est prévue par les analystes, soit sensiblement la même prévision que celle publiée à l'automne 2013. Quant au taux de chômage, les nouvelles perspectives l'établiraient entre 7,3 % et 7,6 %.

Pour l'ensemble du Canada, les perspectives de l'emploi ressemblent à celles envisagées pour le Québec, soit une croissance allant de 1,0 % à 1,4 %. Cependant, en ce qui concerne le taux de chômage, les analystes prévoient qu'il sera un peu plus faible (de l'ordre de 6,9 % à 7,4 %).

13. Les prévisions proviennent des institutions financières suivantes : Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins du Québec, Banque Royale du Canada, BMO Capital Markets, Banque Scotia, Banque TD et Valeurs mobilières Banque Laurentienne.

Une approche différente

Dans l'analyse qui vient d'être présentée, les variations annuelles de l'emploi et des autres indicateurs du marché du travail sont déterminées en comparant la moyenne annuelle des 12 mois de l'année à l'étude avec celle de l'année précédente (moyenne calculée à partir de données non désaisonnalisées). L'analyse serait différente si le calcul était basé sur la variation de l'emploi du mois de décembre de l'année analysée par rapport au mois de décembre de l'année précédente (glissement annuel). Ces deux méthodes comportent des avantages et des inconvénients. Nous avons privilégié dans ce bilan les variations basées sur la moyenne annuelle puisque cette statistique permet une meilleure analyse sur une plus longue période. Le calcul de la moyenne assure un certain lissage des données en éliminant les fluctuations mensuelles liées aux éléments conjoncturels. Cela permet de mettre davantage en évidence les tendances du marché du travail. En fait, la moyenne annuelle est la moyenne du glissement annuel de l'année considérée.

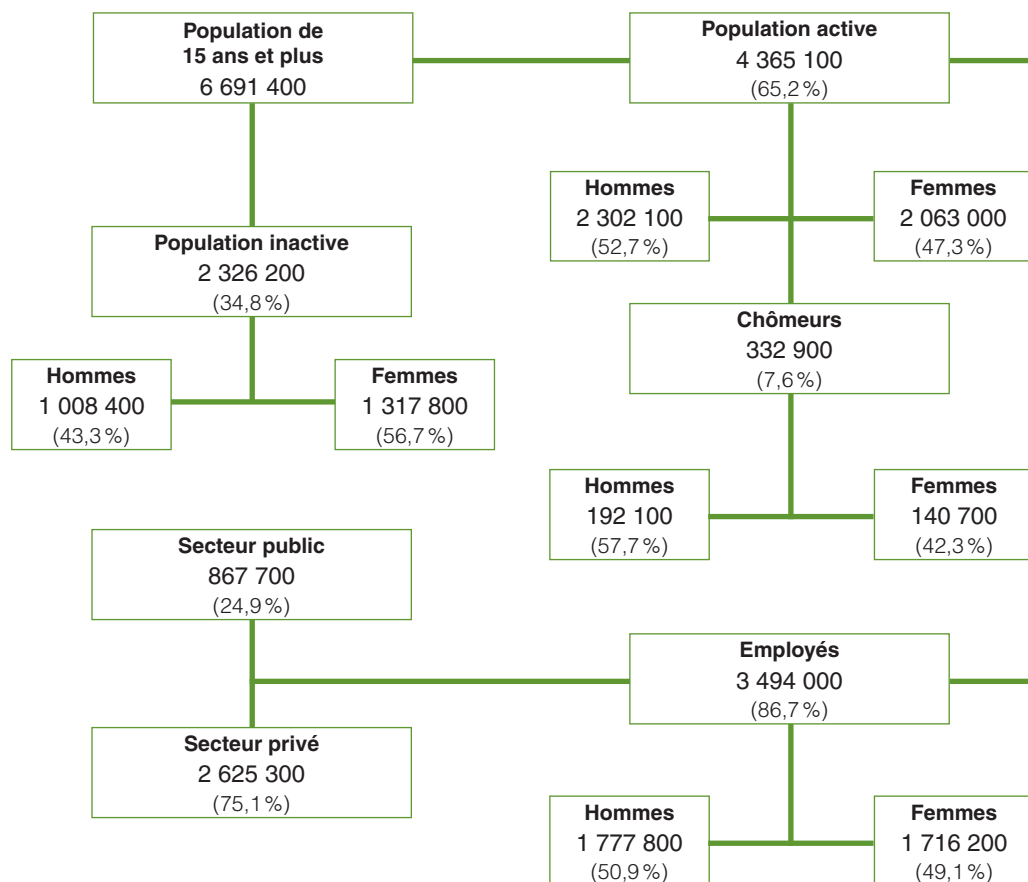
La méthode de glissement annuel s'appuie sur l'emploi observé sur un seul mois d'une année donnée rapporté à celui du même mois de l'année précédente. Elle permet de dégager l'évolution du niveau de l'emploi dans l'intervalle d'un an, mais elle ne rend pas compte de la variation de l'emploi sur l'ensemble de la période (les 11 mois intermédiaires sont ignorés), contrairement à la moyenne annuelle de l'emploi. En outre, elle permet de repérer les changements dans le marché du travail plus rapidement qu'à l'aide des moyennes annuelles. Toutefois, les résultats peuvent être affectés par des données exceptionnellement élevées ou faibles pour les mois de décembre qui servent à calculer les variations. La moyenne annuelle peut, à l'inverse, cacher des mouvements qui auraient pu être détectés en analysant la variation de décembre à décembre.

En appliquant les deux méthodes à l'année 2013, on aboutit à des situations différentes quant à l'emploi au Québec. En comparant décembre 2012 avec décembre 2013, on observe une légère hausse de l'emploi (+ 3 900), alors que la moyenne annuelle affiche une création de 47 800 emplois. Cela s'explique par le fait que le calcul basé sur la moyenne annuelle tient compte du glissement annuel de chacun des 12 mois de l'année, alors que la comparaison de décembre avec décembre tient compte seulement du glissement annuel d'un seul mois de l'année. Or, tout au long de l'année 2013, en faisant le calcul en glissement annuel, on constate une croissance de l'emploi variant entre 12 800 et 128 400 pour chaque mois de l'année sauf en août et en décembre.

Portrait du marché du travail au Québec en 2013, variation décembre à décembre, données désaisonnalisées

		déc-12	déc-13	Variation déc 2012 - déc 2013	
		k		k	%
15 ans et plus	Population active	4 360,7	4 384,0	23,3	0,5
	Emploi	4 041,6	4 045,5	3,9	0,1
	Emploi à temps plein	3 295,2	3 239,9	-55,3	-1,7
	Emploi à temps partiel	746,4	805,5	59,1	7,9
		Variation en point de pourcentage			
	Taux de chômage (%)	7,3	7,7	0,4	
	Taux d'activité (%)	65,4	65,3	-0,1	
	Taux d'emploi (%)	60,6	60,3	-0,3	

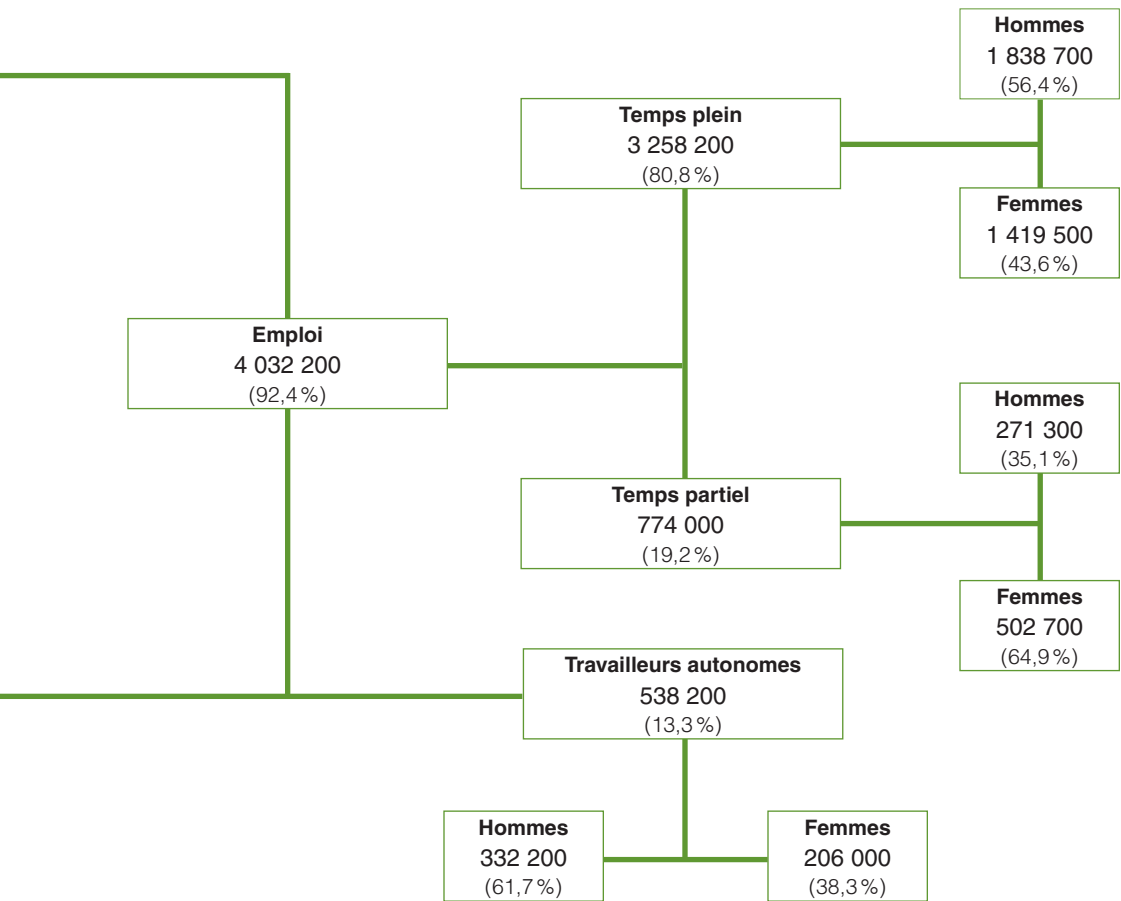
Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, 2013, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Organigramme de la population active au Québec en 2013¹

- La population active comprend les personnes civiles de 15 ans et plus en emploi ou au chômage, hors institutions.
- Les personnes au chômage sont celles disponibles pour travailler et en recherche active d'emploi.
- Les employés sont ceux qui travaillent directement pour le compte d'un employeur.
- Le secteur public comprend les administrations publiques fédérale, provinciale et municipale, les sociétés d'État et autres organismes financés par l'État.

1. En raison de l'arrondissement des données, le total ne correspond pas nécessairement à la somme des parties.

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, 2013, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.



- Les travailleurs autonomes sont ceux et celles travaillant à leur propre compte. Ils peuvent avoir de l'aide rémunérée (employés).
- Les employés à temps plein travaillent habituellement 30 heures ou plus par semaine.
- Les employés à temps partiel travaillent habituellement moins de 30 heures par semaine.

Des statistiques sur le Québec d'hier et d'aujourd'hui pour le Québec de demain

L'État du marché du travail au Québec. Bilan de l'année 2013 a pour objectif de présenter la situation du marché du travail au Québec en 2013; cette situation est également mise en perspective avec les tendances observées au cours des 10 dernières années. Cette brochure porte sur les principaux indicateurs selon diverses ventilations, notamment les caractéristiques des personnes, les secteurs d'activité, le régime de travail et le lien d'emploi. Une brève analyse de la rémunération et des heures de travail y est aussi présentée. Enfin, on jette un regard sur la situation dans les régions administratives ainsi qu'à l'échelle canadienne et dans les autres provinces.

L'État du marché du travail au Québec. Bilan de l'année 2013 répond aux besoins de ceux qui veulent disposer d'un portrait actuel de l'état du marché du travail et de son évolution récente. Les travailleuses et les travailleurs, les entreprises, les organisations syndicales, les associations professionnelles, les milieux gouvernementaux et ceux de la recherche y trouveront une analyse statistique pertinente et concise du marché du travail au Québec en 2013.